

18 avril 1979 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

EMISSION D'ANTENNE 2, EN DIRECT DE L'ÉLYSÉE, "UNE HEURE AVEC LE PRÉSIDENT" PARIS, MERCREDI 18 AVRIL 1979 - 20H30

J.- P. ELKABBACH.- MONSIEUR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, BONSOIR. CETTE ÉMISSION EST LA PREMIÈRE D'UNE SÉRIE QUE NOUS INAUGURONS ICI SUR ANTENNE_2 ET QUI EST RÉALISÉE, COMME ON LE VOIT, EN DIRECT DE L'ÉLYSÉE. ELLE AURA _LIEU RÉGULIÈREMENT TOUS LES DEUX MOIS, TANTÔT SUR UNE CHAÎNE, TANTÔT SUR L'AUTRE. NOUS AVONS ESSAYÉ, ENTRE NOUS, DE DÉFINIR LES RÈGLES DU JEU OU UN STYLE. LES JOURNALISTES CE SOIR NE VOUS POSERONT PAS LES QUESTIONS HABITUELLES DE LA PRESSE POLITIQUE, MAIS CELLES QUI REFLETENT PLUTÔT LES PRÉOCCUPATIONS, PEUT-ÊTRE LES INQUIÉTUDES, EN TOUT CAS LES INTERROGATIONS AUTHENTIQUES DES FRANÇAIS QUI NOUS REGARDENT. LE MOMENT EST BIEN ÉVIDEMMENT ATTENDU ET C'EST UN INSTANT IMPORTANT. VOUS AVEZ SANS DOUTE BEAUCOUP À DIRE CE SOIR AUX FRANÇAIS ET JE PENSE QUE VOUS AVEZ ENVIE DE LE LEUR DIRE DIRECTEMENT. ALORS, MONSIEUR LE PRÉSIDENT, J'AI CHOISI POUR VOUS INTERROGER PENDANT L'HEURE QUE NOUS ALLONS PASSER ENSEMBLE, EMMANUEL DE LA TAILLE, MON CONFRÈRE DE TF1, ALAIN DUHAMEL, D'ANTENNE_2, ET ALAIN SCHMIT, DE FR3

-\

A. DUHAMEL.- MONSIEUR LE PRÉSIDENT, BEAUCOUP D'HOMMES POLITIQUES AGISSENT DÉJÀ, UN AN SEULEMENT APRÈS LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES, COMME SI ON SE TROUVAIT AU BORD D'UNE CRISE. JE VOUDRAIS SAVOIR SI C'EST UNE ANALYSE QUI VOUS PARAÎT EN ELLE-MÊME JUSTIFIÉE ET SI AU FOND VOTRE PRÉSENCE CE SOIR, VOTRE INTERVENTION DE CE SOIR NE S'EXPLIQUE PAS AUSSI PAR CELA ?

- LE PRÉSIDENT.- VOUS VOULEZ COMMENCER TOUT DE SUITE PAR LA POLITIQUE
- JE VOUS DIRAI QUE CE N'EST PAS DANS CET ESPRIT QUE J'ABORDE CETTE ÉMISSION & CETTE ÉMISSION POUR MOI N'EST PAS SEMBLABLE À CELLES AUXQUELLES J'AI PARTICIPÉ DANS LE PASSÉ QUI ÉTAIENT DES DÉBATS SUR DE GRANDS SUJETS POLITIQUES & C'EST À MES YEUX UNE ÉMISSION D'INFORMATION ET D'EXPLICATION SUR L' _ÉTAT DE LA FRANCE, PARCE QUE JE CROIS QU'IL EST IMPORTANT QUE LES FRANÇAIS ENTENDENT DIRECTEMENT DE LA BOUCHE DE CELUI AUQUEL ILS ONT CONFIE LE SOIN DE CONDUIRE LES AFFAIRES DE LA FRANCE CE QU'IL SAIT, CE QU'IL VEUT ET CE QU'IL PRÉVOIT EN CE QUI CONCERNE L' _ÉTAT ET L'AVENIR DE LA FRANCE. OR, JE VOUS DIRAI QUE, POUR MOI, LES QUESTIONS DE POLITIQUE, LE DÉBAT POLITIQUE, CE N'EST PAS LA QUESTION N° 1.

- SI J'AVAIS À DIRE À L'HEURE ACTUELLE QUELLES SONT LES GRANDES QUESTIONS POUR LA FRANCE JE CITERAI LES QUESTIONS SUIVANTES : L'AVENIR ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DE LA FRANCE, LE RÔLE ET L'INFLUENCE DE LA FRANCE EN EUROPE, L'AVENIR DÉMOGRAPHIQUE DE LA FRANCE, LA QUESTION DE SAVOIR SI LA FRANCE VA SE DÉPEUPLER OU CONSERVER SA VITALITÉ ET, ENFIN, LES PROBLÈMES DE LA SÉCURITÉ DE LA FRANCE DANS LE MONDE. CE SONT, POUR MOI, CE QUE J'APPELLE LES PROBLÈMES REELS DE LA FRANCE ET JE SOUHAITE QUE CE SOIT PARMI CES PROBLÈMES QUE VOUS M'INTERROGIEZ. NOUS EN VIENDRONS ENSUITE, BIEN ENTENDU, À LA POLITIQUE

- \

E. DE LA TAILLE.- MONSIEUR LE PRESIDENT, IL EST DIFFICILE DE TRIER PARMİ TOUTES LES QUESTIONS QUE LES FRANCAIS PEUVENT DESIRER VOUS POSER, MAIS ENFIN UN DES PROBLEMES QUI LES PREOCCUPE LE PLUS C'EST LE CHOMAGE ET LA SECURITE DE L'EMPLOI. DEPUIS QUE VOUS ETES ARRIVE A LA PRESIDENCE, 12000 FRANCAIS SONT ALLES SE FAIRE INSCRIRE A L'AGENCE NATIONALE POUR L'EMPLOI `ANPE`.

- LE PRESIDENT.- 12 MILLIONS `NOMBRE`.

- E. DE LA TAILLE.- 12 MILLIONS, ET SANS DOUTE CERTAINS PLUSIEURS FOIS. LE NOMBRE DE DEMANDEURS D'EMPLOI A ENCORE AUGMENTE DE 20 % `STATISTIQUES` EN UN AN. ALORS, EST-CE QUE CETTE SITUATION DE DIFFICULTE D'EMPLOI VA DURER ENCORE ET SI ELLE DOIT CONTINUER PENDANT DES ANNEES, EST-CE QU'IL NE FAUT PAS LE DIRE AUX FRANCAIS?

- LE PRESIDENT.- IL FAUT LEUR DIRE LA VERITE SUR CE SUJET COMME SUR LES AUTRES, BIEN ENTENDU. VOUS AVEZ CITE CE CHIFFRE DE 12 MILLIONS DE PERSONNES QUI SE SONT INSCRITES...

- E. DE LA TAILLE.- QUI SONT PASSEES.

- LE PRESIDENT.- C'EST CELA, QUI SONT PASSEES. SUR CES 12 MILLIONS, IL Y A UN PEU PLUS DE 11 MILLIONS QUI ONT TROUVE UN EMPLOI, PUISQUE L'AUGMENTATION DU CHOMAGE A ETE DE L-ORDRE DE 900000. LA QUESTION QUE SE POSENT LES FRANCAIS, QUE VOUS ME POSEZ, C'EST DE SAVOIR S'IL Y A UNE CHANCE DANS L'AVENIR POUR QUE CELA S'AMELIORE

- \

`REPONSE` JE CROIS QU'IL FAUT RAPPELER TRES SIMPLEMENT QUELLES SONT LES CAUSES DE CETTE SITUATION. IL Y A PLUSIEURS CAUSES. D'ABORD, LE FAIT QUE NOUS TRAVERSONS UNE PERIODE PENDANT LAQUELLE LA POPULATION ACTIVE DE LA FRANCE, LE NOMBRE DE FRANCAIS QUI CHERCHENT DU TRAVAIL, A AUGMENTE BEAUCOUP PLUS QUE DANS LE PASSE, ET CELA, AU FOND, PERSONNE NE LE SAIT. NOUS SOMMES DEPUIS CINQ ANS DANS UNE SITUATION OU BEAUCOUP DE JEUNES ARRIVENT SUR CE QU'ON APPELLE, D'UN TERME QU JE N'AIME PAS, LE MARCHE DE L'EMPLOI, DES GENS QUI CHERCHENT DU TRAVAIL, IL Y EN A 850000 A PEU PRES PAR AN OR EN MEME TEMPS IL Y A TRES PEU DE DEPARTS A LA RETRAITE. PARCE QUE CEUX QUI PARTENT A LA RETRAITE A L'HEURE ACTUELLE SONT CEUX QUI ONT ENTRE 60 ET 65 ANS `AGE`, C'EST-A-DIRE LES FRANCAISES ET LES FRANCAIS NES ENTRE 1914 ET 1919, PENDANT LA GUERRE, C'EST-A-DIRE A UN MOMENT OU IL Y A EU TRES PEU DE NAISSANCES. A L'HEURE ACTUELLE NOUS VIVONS DONC UNE PERIODE PENDANT LAQUELLE L'AUGMENTATION DE LA POPULATION ACTIVE EST LA PLUS FORTE QUE NOUS AYONS JAMAIS CONNUE. QUELQUES CHIFFRES : EN 1967 `ANNEE`, PAR EXEMPLE, IL Y AVAIT ENVIRON 200000 `NOMBRE` FRANCAIS DE PLUS PAR AN DANS LA POPULATION ACTIVE. EN 1971 - 1972, 300000, ET A L'HEURE ACTUELLE, 400000

- \

`REPONSE` MAIS C'EST UNE SITUATION QUI N'EST PAS APPELEE A DURER PARCE QUE LE NOMBRE DE CEUX QUI VONT PARTIR A LA RETRAITE VA S'ACCROITRE ASSEZ FORTEMENT DANS LES ANNEES PROCHAINES ET, PAR EXEMPLE, EN 1985, DANS CINQ ANS, AU_LIEU D'AVOIR COMME A L'HEURE ACTUELLE, 400000 FRANCAIS ACTIFS DE PLUS PAR AN, IL Y EN AURA 250000, DONC 150000 DE MOINS. VOUS VOYEZ DONC QUE NOUS TRAVERSONS UNE PERIODE EXCEPTIONNELLE ET, EN PLUS, CETTE PERIODE EXCEPTIONNELLE COINCIDE AVEC LA CRISE ECONOMIQUE INTERNATIONALE. ALORS, CE SONT DEUX SITUATIONS TOUT A FAIT DISTINCTES. CE QUI FAIT QU'IL Y A, A L'HEURE ACTUELLE, L'ARRIVEE DE TOUS CES JEUNES SUR LE MARCHE DU TRAVAIL, A_LA_RECHERCHE D'UN EMPLOI. DE PLUS, PENDANT LA LONGUE PERIODE D'INFLATION LES ENTREPRISES FRANCAISES N'AVAIENT PAS AJUSTE LEURS EFFECTIFS A LEUR CAPACITE REELLE DE PRODUCTION D'OU LA NECESSITE D'UN CERTAIN NOMBRE DE

REMISES EN ORDRE. ENFIN, PENDANT LA PERIODE QUE NOUS AVONS TRAVERSEE, BEUCOUP DE TRAVAILLEURS IMMIGRES SONT VENUS S'INSTALLER EN FRANCE & DANS LES ANNEES 1965, IL VENAIT 135000 `NOMBRE` TRAVAILLEURS IMMIGRES PAR AN & ET ENCORE DANS LES ANNEES 1970 - 1975 AUX ALENTOURS DE 70000 TRAVAILLEURS IMMIGRES PAR AN. CE MOUVEMENT A ETE MAINTENANT INVERSE. EN 1978, IL Y A EU DIMINUTION DE LA POPULATION D'IMMIGRES EN FRANCE D'ENVIRON 30000 A 40000. IL Y AURA SANS DOUTE A NOUVEAU DIMINUTION EN 1979. DES FACTEURS PERMETTENT DE PREVOIR QUE LES PROBLEMES SERONT MOINS DIFFICILES A RESOUDRE DANS L'AVENIR A MOYEN TERME.

- E. DE LA TAILLE.- A L'HORIZON 1985....

- LE PRESIDENT.- ON PEUT ANTICIPER NATURELLEMENT MAIS MA REPONSE C'EST SIMPLEMENT DE MONTRER QUE L'AVENIR N'EST PAS BOUCHE. IL NE S'AGIT PAS D'UNE SITUATION QUI DOIT S'AGGRAVER DE PLUS EN PLUS, MAIS D'UNE SITUATION QUE NOUS AVONS LE MOYEN DE DEBLOQUER PROGRESSIVEMENT

- \

A. SCHMIT.- QU'ALLEZ-VOUS DECIDER VOUS-MEME, CONCRETEMENT POUR CE QUI CONCERNE L'EMPLOI DES JEUNES POUR LA PROCHAINE RENTREE, AUTANT QU'EN 1977, C'EST-A-DIRE BEUCOUP OU AUTANT QU'EN 1978, C'EST-A-DIRE PAS ASSEZ ?

- LE PRESIDENT.- JUSTEMENT, IL Y A DEUX POINTS SUR LESQUELS LE GOUVERNEMENT DOIT AGIR AVEC PLUS D'IMAGINATION POUR TRAITER TOUS LES PROBLEMES A LA FOIS. IL Y A D'ABORD LE PROBLEME DE CEUX QUI ONT EU UN EMPLOI, QUI L'ONT PERDU, C'EST-A-DIRE LES CHOMEURS SECOURUS. A CE SUJET, J'AI APPELE CET APRES-MIDI M. BERGERON, QUI EST PRESIDENT DE L'UNEDIC, POUR LUI DEMANDER QUELLE ETAIT L'EVOLUTION DES CHOMEURS SECOURUS, ET L'ON CONSTATE UNE TENDANCE A LA STABILISATION DE LEUR NOMBRE & JE DIS BIEN UNE TENDANCE CAR IL FAUDRA VERIFIER DANS LES MOIS A VENIR. LE PREMIER OBJECTIF EST DONC DE STABILISER ET DE REDUIRE LE NOMBRE DE CES CHOMEURS SECOURUS, C'EST-A-DIRE UN PEU PLUS DE 900000. CELA, C'EST UNE AFFAIRE DE CROISSANCE DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE. LA CROISSANCE DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE EN FRANCE A ETE EN 1978 - NOUS CONNAISSONS MAINTENANT LE CHIFFRE - DE 3,3 %, UN PEU PLUS DE CE QU'ON PENSAIT & ELLE DEVRAIT ETRE EN 1979 SUPERIEURE D'AU MOINS UN DEMI POINT, CE DOIT ETRE NOTRE OBJECTIF. DONC UNE CROISSANCE DE 3,8 - 3,9

- \

`REPONSE` POUR CE QUI EST DES JEUNES, IL FAUT FAIRE CE QU'ON A FAIT EN 1977, METTRE EN PLACE TOUS LES MECANISMES AVEC L'AIDE DE TOUT LE MONDE. IL FAUT QUE LES DIRIGEANTS D'ENTREPRISES COMME LES ORGANISATIONS SYNDICALES, APPORTENT LEUR CONTRIBUTION, AINSI QUE LE SYSTEME EDUCATIF, NOTAMMENT PROFESSIONNEL, TECHNIQUE ET D'APPRENTISSAGE. L'OBJECTIF DEVRAIT ETRE DE CHERCHER A ASSURER L'EMPLOI DE TOUS LES JEUNES QUI SE PRESENTERONT AVEC UNE DEMANDE D'EMPLOI A L'AUTOMNE 1979 ET LA QUESTION QUE J'AI POSEE AU GOUVERNEMENT EST DE SAVOIR S'IL NE VALAIT PAS MIEUX LE FAIRE POUR DEUX ANS, C'EST-A-DIRE PREVOIR CECI POUR LA RENTREE 1979 ET LA RENTREE 1980.

- LE GOUVERNEMENT SE DONNE ENVIRON UN MOIS POUR PROCEDER A DE PREMIERES ETUDES SUR LES MESURES, POUR PRENDRE CONTACT AVEC LES ORGANISATIONS RESPONSABLES ET POUR ELABORER CE PROGRAMME. ENFIN, IL FAUT POURSUIVRE LA POLITIQUE D'IMMIGRATION QUE NOUS MENONS A L'HEURE ACTUELLE, C'EST-A-DIRE LE FREINAGE DE L'ENTREE DE NOUVEAUX TRAVAILLEURS DANS NOTRE PAYS, PUISQU'IL N'Y A PAS A L'HEURE ACTUELLE D'EMPLOIS A LEUR OFFRIR.

- E. DE LA TAILLE.- MONSIEUR LE PRESIDENT, LA IL Y A UNE INFORMATION, IL Y AURA UN PLAN POUR L'EMPLOI DES JEUNES PLUS VIGOUREUX QUE L'ANNEE DERNIERE `PACTE NATIONAL POUR L'EMPLOI` ?

- LE PRESIDENT.- ..ET PROBABLEMENT CALCULE SUR DEUX ANS

- \

E. DE LA TAILLE.- LE PLAN BARRE A ETE CONCU POUR REUSSIR EN PRINCIPE EN TROIS ANS, ALORS QUAND EST-CE QUE LE PLAN BARRE VA SE TERMINER ET SUR QUEL CRITERE DE REUSSITE ?

- LE PRESIDENT.- IL NE FAUT PAS FAIRE CROIRE AUX FRANCAIS QU'IL Y A UNE PARENTHESE DANS LA VIE ECONOMIQUE ET SOCIALE, ET QU'ON VA RETROUVER LES ANNEES 1970 - 1973. LES ANNEES 1970 - 1973, C'EST FINI. DANS LES ORIENTATIONS DU VIIIEME PLAN QUI VONT ETRE PRESENTEES AU PARLEMENT DANS LES SEMAINES PROCHAINES, LE TITRE SERA "LE MONDE A CHANGE". IL FAUT QUE NOUS NOUS HABITUIONS A VIVRE DANS UN MONDE QUI A CHANGE.

- E. DE LA TAILLE.- EST-CE QUE CELA VEUT DIRE UN PLAN BARRE JUSQU'A L'HORIZON 1985 CE QUI EST UN PEU CE QUE DONNE LA LECTURE DU VIIIEME PLAN ?

- LE PRESIDENT.- NON. LE MONDE A CHANGE. POURQUOI ? PARCE QUE L'ENERGIE ET LES MATIERES PREMIERES QUE NOUS N'AVONS PAS SONT DEVENUES RARES ET CHERES £ ENSUITE PARCE QU'APPARAISSENT DE NOUVELLES CONCURRENCES DANS D'AUTRES REGIONS DU MONDE QUI JUSQUE LA ACHETAIENT NOS PRODUITS ET QUI SE SONT MISES A FABRIQUER DES PRODUITS SIMILAIRES ET CONCURRENTS. CECI EST DEFINITIF ET NOUS DEVONS NOUS ADAPTER A UNE EPOQUE DE NOTRE HISTOIRE ECONOMIQUE ET SOCIALE DIFFERENTE

- \

` REPONSE ` VOUS DISIEZ TOUT A L'HEURE, EST-CE QU'ON DIT LA VERITE, C'EST-A-DIRE EST-CE QUE CECI VEUT DIRE LE DECLIN ECONOMIQUE DES PAYS QUI SONT DANS LA SITUATION DU NOTRE, SANS ENERGIE, SANS MATIERES PREMIERES, CONCURRENCES PAR LES AUTRES ? EST-CE QU'AU FOND, NOUS CACHONS PLUS OU MOINS AUX FRANCAIS LE FAIT QU'ON ENTRE DANS UNE PERIODE DE DECLIN ECONOMIQUE ? JE CROIS PERSONNELLEMENT QUE NON PARCE QUE VONT SE DEVELOPPER DANS LE MONDE DES TECHNOLOGIES NOUVELLES ET DES INDUSTRIES NOUVELLES £ QUE NOUS AVONS UNE GRANDE AVANCE INTELLECTUELLE, D'EDUCATION, SCIENTIFIQUE ET QUE SI NOUS NOUS TOURNONS VERS CES PRODUCTIONS NOUVELLES, A-PARTIR DE NOS RESSOURCES, NOUS AVONS UN LONG AVENIR DE DEVELOPPEMENT ET DE PROGRES DEVANT NOUS £ MAIS A CONDITION QUE NOUS NOUS ADAPIONS.

- DANS LE PLAN BARRE, IL Y AVAIT DEUX ELEMENTS : LE REDRESSEMENT D'UNE SITUATION, D'UNE INFLATION TROP RAPIDE, QUI RESTE D'AILLEURS TROP RAPIDE, UN FRANC FAIBLE, QUI EST REDEVENU FORT, QUI EST A L'HEURE ACTUELLE UNE DES MONNAIES LES PLUS FORTES D'EUROPE ET A CERTAINS EGARDS, DU MONDE £ UN COMMERCE EXTERIEUR QUI ETAIT PROFONDEMENT DESEQUILIBRE ET QUI EST REVENU EN EQUILIBRE. TOUT CECI A ETE ACQUIS. LE PROBLEME MAINTENANT, C'EST LE DEVELOPPEMENT DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE. IL FAUT QUE 1979 MARQUE UN PROGRES SUR 1978 ET LA SOLUTION DU PROBLEME DE L'EMPLOI QUI SUPPOSE UNE IMAGINATION TOUS AZIMUTS.

- J.- P. ELKABBACH.- LE GOUVERNEMENT A CETTE IMAGINATION TOUS AZIMUTS ?

- LE PRESIDENT.- LE MINISTRE DU TRAVAIL ET DE LA PARTICIPATION ` ROBERT BOULIN ` EST UN HOMME TRES ACTIF QUI A PRESENTE CE MATIN AU GOUVERNEMENT UNE ANALYSE TRES OBJECTIVE DE LA SITUATION DE L'EMPLOI

- \

A. DUHAMEL.- EN CE QUI CONCERNE LE PROBLEME DE LA DEMOGRAPHIE DONT VOUS PARLIEZ TOUT A L'HEURE, LA, IL Y A BEAUCOUP DE SIGNES QUI SONT DEFAVORABLES, QU'EST-CE QU'ON PEUT FAIRE ? QU'EST-CE QUE LE GOUVERNEMENT PEUT FAIRE POUR LES INVERSER ?

- LE PRESIDENT.- ON NE PEUT PAS EN DEUX MOTS TRAITER D'UN SUJET TRES VASTE. C'EST EN EFFET UNE QUESTION CENTRALE, PAS SEULEMENT POUR LA FRANCE, MAIS AUSSI POUR LE GROUPE DES PAYS COMPARABLES. LA FRANCE EST A L'HEURE ACTUELLE UN DES PAYS LES MIEUX PLACES ENCORE AU POINT DE VUE DE LA

ACTUELLE UN DES PAYS LES MIEUX PLACES ENCORE AU POINT DE VUE DE LA DEMOGRAPHIE, NOS VOISINS SONT PLUS MAL PLACES QUE NOUS. CETTE CHUTE DE LA DEMOGRAPHIE QUI S'EST PRODUITE A PEU PRES PARTOUT A UNE CARACTERISTIQUE TRES PARTICULIERE : LA DISPARITION DES FAMILLES NOMBREUSES. IL Y A EN FRANCE AUTANT DE PREMIER ENFANT QU'IL Y EN A EU DANS LES EPOQUES LES PLUS FAVORABLES DE NOTRE HISTOIRE, IL Y A MEME PRESQUE AUTANT DE DEUXIEME ENFANT. PAR CONTRE, IL Y A UNE CHUTE VERTICALE A-PARTIR DU TROISIEME. IL Y A ACTUELLEMENT MOITIE MOINS DE FAMILLES FRANCAISES QUI ONT UN TROISIEME ENFANT QU'IL Y A ENCORE UNE VINGTAINE D'ANNEES & IL N'Y A PRESQUE PLUS DE FAMILLES DE 4 ET 5 'NOMBRE' ENFANTS. ON VOIT DONC CETTE ESPECE DE CASSURE POUR LE TROISIEME ENFANT

- \

'REPONSE' IL CONVIENT DONC DE BIEN CONNAITRE LA SITUATION DEMOGRAPHIQUE ET J'AI DEMANDE A MME VEIL DE PREVOIR L'ORGANISATION D'UN COLLOQUE SCIENTIFIQUE TRES OUVERT, OUVERT AUX SPECIALISTES, AUX HOMMES POLITIQUES DE LA MAJORITE, DE L'OPPOSITION, A CEUX QUI ONT PRESENTE LES RAPPORTS AU CONSEIL ECONOMIQUE 'CONSEIL_ECONOMIQUE_ET_SOCIAL' POUR QUE LE PROBLEME DEMOGRAPHIQUE FRANCAIS SOIT TRES BIEN CONNU DE L'OPINION PUBLIQUE ET DES SPECIALISTES, CAR C'EST UN PROBLEME TRES COMPLEXE.

- E. DE LA TAILLE.- A QUELLE DATE, MONSIEUR LE PRESIDENT ?

- LE PRESIDENT.- A L'AUTOMNE, EN OCTOBRE OU NOVEMBRE, UN COLLOQUE SCIENTIFIQUE DE DEUX OU TROIS JOURS COMPLETEMENT OUVERT POUR POSER CE PROBLEME DEVANT L'OPINION PUBLIQUE FRANCAISE ET, A-PARTIR DE LA, RECHERCHER ET DEFINIR DES MESURES DONT JE VOUS INDIQUE QU'ELLES DOIVENT COUVRIR UN ENSEMBLE, CAR IL N'Y A PAS UNE SEULE MESURE QUI SOIT SUSCEPTIBLE DE RENSERVISER LA SITUATION.

- A. DUHAMEL.- ET POUR LAQUELLE NOUS POUVONS DEGAGER DES MOYENS FINANCIERS IMPORTANTS...

- LE PRESIDENT.- IL S'AGIT, POUR PARTIE, DE MOYENS FINANCIERS, DES LE 1ER JUILLET '1979' DATE PROCHAIN, IL Y AURA UN EFFORT TRES SENSIBLE POUR LES FAMILLES DE TROIS 'NOMBRE' ENFANTS, PUISQU'ON AURA, EN DEUX 'DUREE' ANS, MAJORE DE 45 % 'STATISTIQUES' LE POUVOIR_D_ACHAT DE LEURS ALLOCATIONS 'FAMILIALES'. MAIS CE N'EST PAS UNIQUEMENT UN PROBLEME FINANCIER, C'EST UN PROBLEME DE MODE_DE_VIE, C'EST UN PROBLEME DE TRAVAIL DES JEUNES FEMMES & C'EST UN PROBLEME DE LOGEMENT, D'ATTITUDE DE LA SOCIETE VIS-A-VIS DES ENFANTS QUI DOIT LES ACCUEILLIR ET LES AIMER PLUS QU'ELLE NE LE FAIT. C'EST UN PROBLEME DONT IL FAUT PRENDRE TOUTES LES DIMENSIONS

- \

E. DE LA TAILLE.- UNE BREVE INCIDENTE SUR L'EMPLOI. S'IL Y A UNE COUPURE REELLE DE LA FRANCE EN DEUX, C'EST BIEN CELLE QUI OPPOSE LES FRANCAIS QUI ONT LE PRIVILEGE DE LA GARANTIE D'EMPLOI - LE SECTEUR PUBLIC 'FONCTION_PUBLIQUE' ET, EN FAIT, LE SECTEUR NATIONALISE - ET TOUS LES AUTRES, QUI RISQUENT POUR LEUR EMPLOI. EST-CE QU'ON NE PEUT PAS RETABLIR UN PEU DE SOLIDARITE ENTRE CES DEUX CATEGORIES DE FRANCAIS, PAR EXEMPLE EN FAISANT COTISER POUR LE CHOMAGE LES BENEFICIAIRES DE LA GARANTIE D'EMPLOI ?

- LE PRESIDENT.- EST-CE QUE LA COUPURE EST AUSSI NETTE ? DANS LE SECTEUR PUBLIC, VOUS AVEZ DES ENTREPRISES, PAR EXEMPLE LES CHARBONNAGES DE FRANCE, LES ENTREPRISES AERONAUTIQUES QUI ONT CONNU, ELLES AUSSI, A CERTAINS MOMENTS, DES DIFFICULTES D'EMPLOI. ET IL Y A UNE CERTAINE SOLIDARITE A L'HEURE ACTUELLE PUISQUE LE BUDGET DE L'ETAT DEPENSERA CETTE ANNEE 15 MILLIARDS DE FRANCS 'SOMME' POUR AIDER AU PAIEMENT DES ALLOCATIONS QUI SONT VERSEES AUX CHOMEURS. 15 MILLIARDS DE FRANCS QUI SERONT PAYES PAR LA FISCALITE ET DONC PAR LES FRANCAIS DE TOUTES CATEGORIES, Y COMPRIS CEUX DONT VOUS

PARLEZ. DANS LA REFORME DU SYSTEME D'AIDE AU CHOMAGE, QUI VA ENTRER EN_VIGUEUR LE 1ER JUILLET `1979 ` DATE` PROCHAIN, POUR UNE PARTIE, ET LE 1ER OCTOBRE, POUR UNE AUTRE, IL EST PREVU UNE CONTRIBUTION DE L'ETAT AU-DESSUS D'UN CERTAIN SEUIL DE DEPENSES. OR, CETTE CONTRIBUTION DE L'ETAT VIENDRA DU BUDGET, DONC DES CONTRIBUABLES. IL Y A DONC UNE SOLIDARITE. IL EST VRAI QUE DANS DES DEBATS OU DES CONFLITS SOCIAUX, IL DOIT ETRE TENU_COMPTE DE LA SITUATION DES DIFFERENTES CATEGORIES DEVANT LE PROBLEME DE L'EMPLOI

-\

A. DUHAMEL.- MONSIEUR LE PRESIDENT, JE REVIENS D'UN MOT AU PROBLEME DE LA DEMOGRAPHIE. IL Y A UNE QUESTION QU'ON SOULEVE TRES SOUVENT A PROPOS DE LA DEMOGRAPHIE, C'EST LA QUESTION DU LIEN ENTRE LA CHUTE DE LA DEMOGRAPHIE ET LA CHUTE DE L'AVORTEMENT...

- LE PRESIDENT.- NON, IL N'Y A PAS DE LIEN.

- A. DUHAMEL.- ..ON LA SOULEVE SOUVENT, ON LE DIT SOUVENT.

- LE PRESIDENT.- ..IL N'Y A PAS DE LIEN. C'EST POUR CELA QU'IL FAUT DES TRAVAUX SCIENTIFIQUES. CE N'EST PAS MON OPINION QUI _COMPTE, JE NE SUIS PAS EXPERT DE CES QUESTIONS, BIEN QUE JE LES CONSULTE ET QUE JE LES AIE REUNIS ICI RECEMMENT. MAIS IL N'Y A PAS DE LIEN DIRECT & LA PREUVE EN EST QUE LA CHUTE DE LA DEMOGRAPHIE EN FRANCE, QUI A ETE TRES BRUSQUE, EST ANTERIEURE A TOUTES LES DISPOSITIONS QUI ONT ETE PRISES POUR CE QUI CONCERNE L'INTERRUPTION DE GROSSESSE. CHRONOLOGIQUEMENT, CE N'EST PAS DU TOUT A LA MEME DATE. ET DEPUIS LES MESURES ADOPTEES A CET EGARD, VOTEES D'AILLEURS PAR LE PARLEMENT, ET NOTAMMENT PAR UNE TRES LARGE PARTIE DU PARLEMENT, DEPUIS, LA DEMOGRAPHIE EN FRANCE EST A PEU PRES STABLE. JE NE VEUX PAS DIRE QUE CES MESURES ONT RENDU LA DEMOGRAPHIE STABLE, JE VEUX DIRE QU'IL N'Y A PAS CETTE CORRELATION DIRECTE A LAQUELLE ON CROIT. C'EST UN ENSEMBLE DE PHENOMENES. LE MOMENT OU LA DEMOGRAPHIE FRANCAISE A ETE LA PLUS BASSE, QUAND EST-CE ? C'EST EN 1895. C'EST L'ANNEE LA PLUS BASSE DE LA DEMOGRAPHIE FRANCAISE. IL N'Y AVAIT PAS L'INTERRUPTION DE GROSSESSE, IL N'Y AVAIT PAS LE PLANNING FAMILIAL, IL N'Y AVAIT PAS TOUTES LES TECHNIQUES MODERNES DE CONTRACEPTION, IL N'Y AVAIT PAS DE GUERRE...EN 1895. DONC, C'EST LIE A UN _ETAT DE LA SOCIETE, A UNE ATTITUDE DE LA SOCIETE VIS-A-VIS DE L'AVENIR ET VIS-A-VIS DE LA FAMILLE. C'EST POURQUOI IL FAUT TRAITER L'ENSEMBLE DU PROBLEME

-\

J.- P. ELKABBACH.- EST-CE QUE CELA VEUT DIRE QUE, POLITIQUEMENT, LE GOUVERNEMENT, QUEL QU'IL SOIT, QUEL QU'IL SERA A LA RENTREE, DEMANDERA LE RENOUVELLEMENT DE LA LOI QUE LES JOURNALISTES OU QUE LA PRESSE, QUE L'OPINION PUBLIQUE APPELLENT "LA LOI VEIL" ?

- LE PRESIDENT.- IL APPARTIENDRA AU GOUVERNEMENT D'EN DEBATTRE IL Y A UNE ECHEANCE. CETTE LOI A ETE VOTEE POUR CINQ ANS `DUREE`, IL EST PREVU QUE LE PARLEMENT DEVRA SE PRONONCER A NOUVEAU, IL SE PRONONCERA A NOUVEAU

-\

A. SCHMIT.- MONSIEUR LE PRESIDENT, LA LORRAINE `SIDERURGIE`. LES FRANCAIS ONT L'IMPRESSION QUE DANS CETTE AFFAIRE DE LORRAINE, LE GOUVERNEMENT S'Y EST PRIS TROP TARD, N'EN A PAS FAIT ASSEZ ET DE SURCROIT A MAL EXPLIQUE CE QU'IL FAISAIT. ET, QUESTION COMPLEMENTAIRE : Y AURA-T-IL D'AUTRES LORRAINE ?

- LE PRESIDENT.- EN REALITE, LA LORRAINE EST UN PROBLEME QUI S'EST ACCUMULE. IL EST ASSEZ INJUSTE D'EN FAIRE PORTER LE POIDS A LA GESTION ACTUELLE. CE SONT DES ANNEES, PRESQUE DES DIZAINES D'ANNEES DE NON ADAPTATION DE NOTRE OUTIL SIDERURGIQUE A LA COMPETITION ACTUELLE QUI ONT CREE CE PROBLEME, EN EFFET, INSUPPORTABLE POUR LES TRAVAILLEURS QUI N'Y SONT POUR RIEN ET QUI SE SONT VUS PLACES TOUT A COUP DEVANT LES CONSEQUENCES D'UNE GESTION A LONG

TERME QUI N'ETAIT PAS LA LEUR, A LAQUELLE ILS N'ETAIENT D'AILLEURS, EN AUCUNE MANIERE, ASSOCIES. DONC, C'EST LE POIDS DU PASSE QUI A PESE SUR CETTE SITUATION EN LORRAINE. ON EXAMINE, A L'HEURE ACTUELLE, PLUSIEURS POSSIBILITES IMPORTANTES D'IMPLANTATIONS EN LORRAINE, LES UNES ETRANGERES, LES AUTRES FRANCAISES. LE GOUVERNEMENT VA EXAMINER AVEC SOIN CES DIFFERENTS DOSSIERS & IL DEVRA PRENDRE EN CONSIDERATION LE PROJET A LA FOIS LE PLUS FAVORABLE POUR LA LORRAINE ET, EN MEME TEMPS, TENANT _COMPTE DES INTERETS DE L'INDUSTRIE FRANCAISE. IL DEVRA PRENDRE EN CONSIDERATION CES DEUX ASPECTS ET C'EST A-PARTIR DE CES DEUX ASPECTS QU'IL DEVRA DETERMINER LE PROJET QU'IL AIDERA.

- A. SCHMIT.- IL N'Y A PAS ENCORE DE DECISION PRECISE D'ARRETEE ?

- LE PRESIDENT.- NON, IL N'Y A PAS DE DECISION PRECISE, PUISQUE LES CANDIDATURES N'ONT PAS ENCORE ETE FORMELLEMENT PRESENTEES. MAIS J'INDIQUE QUE L'ASPECT INDUSTRIE FRANCAISE DEVRA ETRE PRIS EN CONSIDERATION DANS LE CHOIX DU GOUVERNEMENT...

- J.- P. ELKABBACH.- AVEC LA SOLUTION-MIRACLE QUI VIENT DE _L _ETRANGER OU DE L'EXTERIEUR.

- LE PRESIDENT.- ...ET PAS UNIQUEMENT LA SOLUTION-MIRACLE, CAR IL Y A LES PROBLEMES DE L'ACTIVITE DE L'EMPLOI DE L'ENSEMBLE DE L'INDUSTRIE FRANCAISE. DONC, DEUX CONSIDERATIONS : L'INTERET DE LA REGION LORRAINE, L'INTERET DE L'INDUSTRIE FRANCAISE

- \

` REPONSE ` DEUXIEMEMENT, VOUS DITES : Y AURA-T-IL D'AUTRES LORRAINE ? NON. JE PENSE QUE NON. IL AURAIT PU Y EN AVOIR UNE AUTRE SI LES DISPOSITIONS N'AVAIENT PAS ETE PRISES POUR L'EVITER. JE PENSE A LA CONSTRUCTION NAVALE. IL Y A ENCORE QUELQUES MOIS, ON S'ATTENDAIT A CE QUE L' _ETAT _GENERAL DE LA CONSTRUCTION NAVALE DANS LE MONDE, QUI EST EXTREMEMENT DIFFICILE, CONDUISE A UNE SITUATION DE TYPE LORRAIN, C'EST-A-DIRE A DES LICENCIEMENTS IMPORTANTS. OR, LE GOUVERNEMENT - JE LUI AI DEMANDE DE LE FAIRE - A ADOPTE UNE ATTITUDE DIFFERENTE QUI A PERMIS PAR LA PRISE DE CERTAINES COMMANDES, PAR LE SOUTIEN APPORTE A L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION NAVALE, PAR L'UTILISATION DES TECHNIQUES NORMALES DE DEPART A LA RETRAITE, DANS DES CONDITIONS NORMALES, D'EVITER QU'IL Y AIT UNE "LORRAINE" DANS L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION NAVALE. A L'HEURE ACTUELLE, NOUS NE VOYONS PAS DE SECTEURS DANS LESQUELS UNE MEME SITUATION DOIVE SE REPRODUIRE

- \

E. DE LA TAILLE.- LE TELEPHONE, PAR EXEMPLE : EST-CE QUE LE TELEPHONE NE VA PAS CONNAITRE, LA AUSSI, DES VAGUES DE LICENCIEMENTS ?

- LE PRESIDENT.- PAS DU TOUT. CE SERAIT UN SCANDALE

- UN SCANDALE, CAR NOUS AVONS FAIT, EN FRANCE, DES PROGRAMMES DE DEVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE TELEPHONIQUE CONSIDERABLES. NOTAMMENT, NOUS AVONS DEVELOPPE L'UTILISATION DU TELEPHONE DANS DES PROPORTIONS MASSIVES & D'AUTRE _PART, NOUS NOUS SOMMES OCCUPES A CHERCHER DES DEBOUCHES A L'EXPORTATION. DONC, IL APPARTIENT A L'INDUSTRIE TELEPHONIQUE, A L'HEURE ACTUELLE, DE PROSPECTER LES MARCHES INTERNATIONAUX. JE VOUS GARANTIS QU'IL Y A DES ENDROITS OU L'ON PEUT VENDRE DES INSTALLATIONS TELEPHONIQUES. J'AI L'IDEE QUE DANS UN PAYS QUI A FAIT L'EFFORT QUE NOUS AVONS FAIT POUR DEVELOPPER L'INSTALLATION DU TELEPHONE, EN DOUBLANT EN QUELQUES ANNEES LE NOMBRE DES POSTES, ET A UN MOMENT OU IL Y A UN BESOIN D'INDUSTRIE ET D'EQUIPEMENT TELEPHONIQUE DANS LE MONDE, IL Y A MATIERE POUR ASSURER L'EMPLOI ET LE DEVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE FRANCAISE

- \

A. DUJAMEL - MONSIEUR LE PRESIDENT, QUAND ON VOIT CE QUI SE PASSE AU PROQUE

A. DUHAMEL.- MONSIEUR LE PRESIDENT, QUAND ON VOIT CE QUI SE PASSE AU PROCHE-ORIENT, EN IRAN, PAR EXEMPLE, ON PEUT ETRE INQUIET EN CE QUI CONCERNE LE PETROLE QUI DEVIENT DE PLUS EN PLUS CHER ET DE PLUS EN PLUS INCERTAIN. A TERME, QU'EST-CE QU'IL Y A COMME RISQUE ?

- LE PRESIDENT.- IL FAUT SAVOIR QUE L'ENERGIE D'ORIGINE FOSSILE, LE PETROLE, EST EN EFFET APPELEE A DEVENIR RARE ET, COMME TOUTES LES CHOSSES APPELEES A DEVENIR RARES, IL EST APPELE A DEVENIR CHER. DANS LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT FRANCAIS POUR LES PROCHAINES ANNEES, IL Y AURA CE PROBLEME DE L'APPROVISIONNEMENT ET DU RENCHERISSEMENT DE NOTRE APPROVISIONNEMENT EN PETROLE. PAR SUITE, 2 CONSEQUENCES : 1ERE CONSEQUENCE : IL FAUT FAIRE, AUTANT QUE POSSIBLE, DES ECONOMIES D'ENERGIE. ON EN A FAIT QUELQUES-UNES, IL FAUT EN FAIRE D'AVANTAGE. NATURELLEMENT, IL FAUT QUE TOUT LE MONDE EN FASSE. SI LA FRANCE FAIT DES ECONOMIES D'ENERGIE ET QUE LES AUTRES N'EN FONT PAS, LES PRIX MONTERONT ET NOTRE EFFORT SERA LARGEMENT GASPILLE. J'AI SAISI LE PRESIDENT CARTER DE CETTE AFFAIRE

- \

` REPONSE ` VOUS SAVEZ QUE LES ETATS-UNIS ONT ADOPTE UN PROGRAMME IMPORTANT, - JE NE DIS PAS QU'IL EPUISE LE SUJET -, MAIS ENFIN IMPORTANT, D' ECONOMIE D'ENERGIE. NOUS AVONS APPROUVE L'INTERVENTION DE CE PROGRAMME ET J'AI PROPOSE AU PRESIDENT CARTER QUE LE MINISTRE FRANCAIS DE L'ENERGIE ETUDIE AVEC SON HOMOLOGUE AMERICAIN, LA MANIERE DONT NOUS POUVONS DEVELOPPER, LES UNS ET LES AUTRES, NOS ECONOMIES D'ENERGIE. LE MINISTRE FRANCAIS, QUI EST EN MEME TEMPS LE PRESIDENT DES MINISTRE EUROPEENS, PUISQUE C'EST LA FRANCE QUI PRESIDE A L'HEURE ACTUELLE, SE RENDRA AUX ETATS-UNIS A LA FIN DU MOIS, OU AU DEBUT DE MAI, A L'INTERVENTION DU PRESIDENT CARTER, POUR VOIR CE QUE NOUS POUVONS FAIRE LES UNS ET LES AUTRES DANS LE DOMAINE DES ECONOMIES D'ENERGIE ET DANS LE DOMAINE DES ENERGIES DE REMPLACEMENT. J'AI ETE FRAPPE DE VOIR QUE POUR CERTAINES ENERGIES DE REMPLACEMENT, LES ETATS-UNIS PREVOIENT UNE AUGMENTATION DES ENERGIES DE SUBSTITUTION PLUS ELEVEE QUE LA NOTRE. EST-CE QUE NOUS POUVONS FAIRE D'AVANTAGE ? J'AI CREE, VOUS LE SAVEZ, LE COMMISSARIAT A L'ENERGIE SOLAIRE. IL FAUT VOIR SI NOUS POUVONS ACCELERER NOTRE PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES ENERGIES NOUVELLES.

- A. DUHAMEL.- PAS DE RISQUE DE RATIONNEMENT A TERME ?

- LE PRESIDENT.- NON.

- E. DE LA TAILLE.- A QUAND LE SUPER `ESSENCE` A TROIS FRANCS `PRIX` LE LITRE ?

- LE PRESIDENT.- LE GOUVERNEMENT TRADUIRA DANS LES PRIX FRANCAIS L'AUGMENTATION DES PRIX A L'ACHAT QUE NOUS SERONS AMENES A SUBIR. IL N'Y A AUCUN MOYEN DE L'EVITER. EN-RAISON DES DELAIS D'APPROVISIONNEMENT, D'UNE_PART, EN-RAISON DE LA BONNE TENUE DU FRANC `MONNAIE`, D'AUTRE_PART, NOUS AVONS PU ETALER DANS LE TEMPS, JUSQU'A PRESENT, CES HAUSSES

- \

A. SCHMIT.- A VOUS ENTENDRE, MONSIEUR LE PRESIDENT, CELA AMENE CETTE QUESTION : NOUS SOMMES OBLIGES DE RECOURIR AU NUCLEAIRE ET IL Y A EN MEME TEMPS UNE PEUR GRANDISSANTE DES FRANCAIS A L'EGARD DU NUCLEAIRE. COMMENT PEUT-ON INFORMER COMPLETEMENT L'OPINION, LES FRANCAIS SUR LES IMPLICATIONS DU CHOIX NUCLEAIRE NOTAMMENT EN-MATIERE DE SECURITE ET NE FAUDRAIT-IL PAS, ENFIN, LES CONSULTER ?

- LE PRESIDENT.- IL FAUT LE FAIRE. IL FAUT, NATURELLEMENT, METTRE LE DOSSIER NUCLEAIRE OUVERT SUR LA TABLE, LE PLUS CLAIREMENT POSSIBLE. IL FAUT SAVOIR QUE RENONCER, POUR LA FRANCE, AU NUCLEAIRE, CELA VEUT DIRE UNE BAISSSE DE SON NIVEAU_DE_VIE ET UNE BAISSSE DE SON EMPLOI. IL FAUT LE SAVOIR. DONC, QUAND ON LE PROPOSE, IL FAUT DIRE : NOUS PROPOSONS LA BAISSSE DU NIVEAU_DE_VIE, LA BAISSSE DE L'EMPLOI EN FRANCE CAR L'ENERGIE NUCLEAIRE EST PRODUITE PAR DES

TECHNICIENS, DES TRAVAILLEURS FRANCAIS, AVEC TRES PEU D'IMPORTATIONS DE MATIERES PREMIERES. SI NOUS SUPPRIMONS CETTE ENERGIE ET SI NOUS LA REMPLAÇONS PAR DU PETROLE IMPORTE, NOUS DEVRONS PAYER LA TOTALITE DE CE QUE NOUS IMPORTERONS ET CE SERA UN PRELEVEMENT SUR NOTRE POUVOIR_D_ACHAT ET SUR NOTRE EMPLOI

- \

`REPONSE` DONC LE CHOIX DU NUCLEAIRE EST UN CHOIX VITAL A PROPOS DE L'EMPLOI ET DU NIVEAU_DE_VIE DES FRANCAIS. D'AUTRE_PART, IL Y A LE PROBLEME DE LA SECURITE...

- J.- P. ELKABBACH.- ELLE S'ACCOMPAGNE DE BEAUCOUP DE RISQUES, CETTE SECURITE ?

- LE PRESIDENT.- A LA NOTION DU NUCLEAIRE EST ASSOCIEE, DEPUIS L'ORIGINE, L'IDEE D'UN GRAND DANGER. LA REGLE DOIT ETRE LA VERITE ET LA CLARTE, POUR TIRER LES CONSEQUENCES PRATIQUES. IL Y A EU UN ACCIDENT AUX ETATS-UNIS IL Y A QUINZE JOURS `CENTRALE DE HARRISBURG`. NOUS AVONS ENVOYE AUSSITOT UNE MISSION & CETTE MISSION VA ETABLIR UN RAPPORT. CE RAPPORT SERA ENSUITE SOUMIS A UNE COMMISSION DE 6 MEMBRES QUI SERONT CHOISIS DANS L'ACADEMIE DES SCIENCES : 3 MEMBRES QUI SONT DES PHYSICIENS, 3 MEMBRES QUI SONT DES BIOLOGISTES ET DES MEDECINS, ET QUI SONT TOUS DES HOMMES DE GRAND RENOM PUISQU'IL Y A PARMILUX DES PRIX_NOBEL OU DES HOMMES DE REPUTATION INTERNATIONALE. ILS DEVRONT ENSUITE FAIRE CONNAITRE LES CONCLUSIONS DE CE RAPPORT. A-PARTIR DE CE RAPPORT LE GOUVERNEMENT DEMANDERA AU MINISTRE DE L'INDUSTRIE DE PRESENTER SES REFLEXIONS A LA FOIS SUR LE PROBLEME DE L'UTILISATION DE L'ENERGIE NUCLEAIRE ET SUR LE PROBLEME DE LA SECURITE DE L'ENERGIE NUCLEAIRE. POUR QUE CECI ABOUTISSE A L'INFORMATION QUE VOUS SOUHAITEZ, LA PROCEDURE DU DROIT DE REPONSE A LA TELEVISION SERA UTILISEE, C'EST-A-DIRE DROIT DE REPONSE DES DIFFERENTS PARTIS POLITIQUES, DE L'OPPOSITION, SUIVIE D'UN DEBAT.

- J.-P. ELKABBACH.- EN ATTENDANT, LA FRANCE NE RALENTIT PAS SES PROGRAMMES NUCLEAIRES, ALORS QUE LES AUTRES L'ONT FAIT...

- LE PRESIDENT.- NON, LES AUTRES NE L'ONT PAS FAIT. SEULEMENT QUELQUES PAYS L'ONT FAIT.

- E. DE LA TAILLE.- ILS SONT TRES EN RETARD PAR-RAPPORT A NOUS. NOUS SOMMES A PEU PRES LES SEULS A AVOIR REALISE NOTRE PROGRAMME.

- LE PRESIDENT.- NOUS AVONS NOS TECHNIQUES DE SECURITE : CE SONT DES TECHNIQUES QUI SONT DIFFERENTES DE CELLES UTILISEES PAR TEL OU TEL AUTRE PAYS

- \

A. DUHAMEL.- AVANT DE PARLER DES PROBLEMES DE L'EUROPE ET DES PROBLEMES POLITIQUES, IL FAUT PEUT-ETRE DIRE DEUX MOTS DE LA POLITIQUE ETRANGERE. IL Y A UNE QUESTION, ON L'A BIEN VU DANS L'ACTUALITE, QUI EST LA QUESTION DES DROITS DE L'HOMME, QUI S'EST POSEE A PROPOS DU PAKISTAN, DE L'AFRIQUE_DU_SUD, DE L'IRAN. EST-CE QUE VOUS AVEZ LE SENTIMENT, MONSIEUR LE PRESIDENT, QUE NOUS AYONS UNE AUTORITE PARTICULIERE A EXERCER ? EST-CE QUE, PAR EXEMPLE, LA FACON AIMABLE DONT NOUS AVONS ACCUEILLI L'AYATOLLAH KHOMEINY A PU Y CONTRIBUER DE CE POINT_DE_VUE ?

- LE PRESIDENT.- LES GENS QUI PEUVENT PARLER AVEC UNE CERTAINE QUALITE DES DROITS DE L'HOMME SONT LES GENS QUI LES RESPECTENT. OR, LA FRANCE EST UN PAYS QUI RESPECTE LES DROITS DE L'HOMME. NOUS AVONS, A L'HEURE ACTUELLE, LE PLUS GRAND NOMBRE DE REFUGIES POLITIQUES DANS LE MONDE. IL N'Y A AUCUN ARBITRAIRE DANS NOTRE JUSTICE ET, NOTAMMENT, DANS NOTRE JUSTICE POLITIQUE. NOUS SOMMES DONC QUALIFIES POUR PARLER DES DROITS DE L'HOMME. NOUS INTERVENONS D'AILLEURS DANS TOUS LES CAS SIGNIFICATIFS. NOUS AVONS OBTENU

BEUCOUP DE LIBERATIONS, ICI OU LA, ET VOUS AVEZ PEUT-ETRE PU LIRE RECEMMENT LA LETTRE TRES EMOUVANTE QUE M'AVAIT ENVOYEE ALI BHUTTO DE SA CELLULE

- \

`REPONSE` LE PROBLEME DE L'IRAN EST QUE, DES L'ETE DERNIER, IL M'EST APPARU QUE LE REGIME POLITIQUE ET SOCIAL DE L'IRAN ETAIT REJETE PAR SA POPULATION. A PARTIR DU MOMENT OU IL ETAIT REJETE PAR CETTE POPULATION, NOUS N'AVIONS PAS A PORTER DE JUGEMENT DE VALEUR SUR CE REGIME. L'AYATOLLAH KHOMEINY EST VENU SE REFUGIER EN FRANCE DANS DES CONDITIONS LEGALES : IL EST ENTRE EN FRANCE DE LA FACON LA PLUS REGULIERE. LORSQU'IL ETAIT EN FRANCE, LES AUTORITES IRANIENNES NON SEULEMENT N'ONT PAS DEMANDE QU'IL SOIT EXPULSE MAIS, AU CONTRAIRE, ONT MIS EN _GARDE CONTRE SON EXPULSION EN DISANT QUE CE SERAIT PROBABLEMENT CE QUI DECLENCHERAIT LA FIEVRE ET FINALEMENT LES EVENEMENTS LES PLUS VIOLENTS. QU'EST-CE QUE LA FRANCE A FAIT ? ELLE A DONNE L'ASILE ET L'ABRI A L'AYATOLLAH KHOMEINY, JUSQU'A CE QUE CELUI-CI DECIDE DE REGAGNER SON PAYS. LA FRANCE N'A, EN AUCUNE MANIERE PRIS PARTI DANS LE DEBAT INTERIEUR DE L'IRAN. NOTAMMENT NOUS SAVIONS TRES BIEN QU'APRES LA SECOUSSE PROFONDE DE LA VIE DE L'IRAN, IL Y AURAIT UN DESACCORD ENTRE LES PRINCIPALES TENDANCES QUI S'ETAIENT ASSOCIEES POUR RENVERSER LE REGIME PRECEDENT, NOTAMMENT ENTRE LA TENDANCE RELIGIEUSE TRADITIONNELLE `ISLAMIQUE` ET LES TENDANCES PLUS RADICALES QUI EXISTENT DANS CE PAYS. NOUS N'AVONS PAS A INTERVENIR DANS CE DEBAT.

- JE VOUS DIRAI QUE LE FAIT QUE LA FRANCE APPARAISSE TOUJOURS COMME UN PAYS D'ASILE, CROYEZ-MOI, EST RESSENTI DANS LE MONDE COMME ETANT DANS LA LIGNE DE LA TRADITION POLITIQUE FRANCAISE

- \

A. DUHAMEL.- VOUS ETES INTERVENU POUR ESSAYER D'EPARGNER LA VIE DE M. HOVEIDA ?

- LE PRESIDENT.- BIEN ENTENDU. JE SUIS INTERVENU A PLUSIEURS REPRISES. JE NE VAIS PAS ENTRER DANS LE DETAIL. JE VOUS DIRAI QUE L'ASSURANCE M'AVAIT ETE DONNEE ET N'A PAS ETE TENUE.

- A. DUHAMEL.- ...QU'IL SERAIT EPARGNE ?

- LE PRESIDENT.- ...EN TOUT CAS QU'IL Y AURAIT UNE PROCEDURE JUDICIAIRE REGULIERE EN CE QUI LE CONCERNE. J'AI EGALEMENT INDIQUE A M. EDGAR FAURE QUE S'IL VOULAIT ALLER LE DEFENDRE, TOUTES LES FACILITES, NOTAMMENT DE TRANSPORT, SERAIENT MISES A SA DISPOSITION POUR LE FAIRE

- \

A. SCHMIT.- MONSIEUR LE PRESIDENT, DANS HUIT JOURS, VOUS SEREZ EN UNION SOVIETIQUE `URSS`. QUAND ON VOIT CE QUI SE PASSE, LES ATTEINTES AUX DROITS DE L'HOMME, LA MULTIPLICATION DES INTERVENTIONS EXTERIEURES, LA COURSE AUX ARMEMENTS, N'ACCEPTE-T-ON PAS TROP, JUSTEMENT, AU NOM DE LA DETENTE ?

- LE PRESIDENT.- NON, NE JUGEZ PAS AUSSI RAPIDEMENT CE QUI SE PASSE DANS LES PAYS ETRANGERS, ET, EN TOUT CAS, POUR MA PART, JE NE M'ASSOCIE PAS A DE TELS JUGEMENTS. JE CONSIDERE QUE NOUS NE POUVONS PAS A LA FOIS REFUSER L'INTERVENTION DES AUTRES DANS NOS PROPRES AFFAIRES - CE QUE JE FAIS - ET NOUS ERIGER EN INTERVENANTS PERPETUELS DANS LES AFFAIRES DES AUTRES. CE N'EST PAS POSSIBLE. NOUS AVONS, AVEC L'UNION SOVIETIQUE, DES RAPPORTS QUI SONT FONDES SUR UNE DETENTE ANCIENNE, PUISQU'ELLE REMONTE MAINTENANT A QUATORZE ANS. ELLE A ETE UNE CONTRIBUTION EVIDENTE A LA CAUSE DE LA STABILITE ET DE LA PAIX EN EUROPE. ET JE VOUS DIRAI QUE DANS LES CIRCONSTANCES ACTUELLES DE DESORDRE DANS LE MONDE, DE MONTEE DES VIOLENCES, DE MONTEE DES PERILS, LA SITUATION DE LA FRANCE PAR SA POSITION STRATEGIQUE, PAR SA DEFENSE, QUI EST A L'HEURE ACTUELLE LA MEILLEURE QU'ELLE AIT EUE DEPUIS LONGTEMPS, NOUS PERMET D'EXERCER UN ROLE CLE DANS LA SOUTIEN ET

LONGTEMPS, NOUS PERMET D'EXERCER UN RÔLE CLÉ DANS LA POURSUITE ET L'ORIENTATION DE LA POLITIQUE DE LA DÉTENTE ET NOUS AVONS L'INTENTION, J'AI L'INTENTION DE POURSUIVRE CET EFFORT. IL Y A UN DOMAINE DANS LEQUEL NOUS AVONS PEU AGI JUSQU'ICI, CE SONT LES CONSÉQUENCES MILITAIRES DE LA DÉTENTE, C'EST-À-DIRE LA QUESTION DE SAVOIR S'IL EST POSSIBLE DE CONCILIER LA DÉTENTE, LA SÉCURITÉ - PARCE QUE BIEN ENTENDU NOUS TENONS À NOTRE SÉCURITÉ, À L'ASSURER NOUS-MÊMES - ET EN MÊME TEMPS DE RECHERCHER UN NIVEAU MOINDRE DE DÉPENSES D'ARMEMENT EN EUROPE ET DANS LE MONDE, AUJOURD'HUI ET DANS LE FUTUR. C'EST UN DOSSIER TRÈS DIFFICILE AUQUEL NOUS AVONS PEU CONTRIBUÉ JUSQU'ICI ET C'EST UN DOSSIER QUE J'AI L'INTENTION D'EXPLORER À FOND AVEC NOS INTERLOCUTEURS SOVIÉTIQUES

- \

J.- P. ELKABBACH.- SI VOUS PERMETTEZ, MONSIEUR LE PRÉSIDENT, JE VOUDRAIS QU'ON PARLE MAINTENANT DE L'EUROPE.

- A. DUHAMEL.- LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES VONT MAINTENANT AVOIR LIEU BIENTÔT, VOUS ÊTES EN PARTIE À L'ORIGINE DE L'INITIATIVE DE CETTE ÉLECTION. QUAND VOUS VOYEZ LA FAÇON DONT LES CHOSSES SE PRÉPARENT EN FRANCE, LES QUERELLES QUE CELA SUSCITE, LES POLEMES, EST-CE QUE VOUS NE REGRETTEZ PAS UN PEU AU FOND D'AVOIR ÊTE EN PARTIE À L'ORIGINE DU DÉCLENCHEMENT DE LA MÉCANIQUE ?

- LE PRÉSIDENT.- NON, JE REGRETTE SIMPLEMENT LA FAÇON DONT LES CHOSSES SE PASSENT, MAIS JE NE REGRETTE PAS QUE CES ÉLECTIONS AIENT LIEU, PARCE QU'ELLES FONT PARTIE D'UN ENSEMBLE. CET ENSEMBLE, QUI A ÊTE DÉCIDÉ EN 1974 ' ANNÉE ', ICI MÊME À L'ÉLYSÉE, COMPORTAIT LA CRÉATION DU CONSEIL EUROPÉEN, C'EST-À-DIRE LA CRÉATION DE CETTE RÉUNION DES CHEFS D'ÉTAT ET DE GOUVERNEMENT DE L'EUROPE, QUI ÉTAIT À MES YEUX, COMME ELLE ÉTAIT D'AILLEURS AUX YEUX DU GÉNÉRAL DE GAULLE, PUIS AUX YEUX DU PRÉSIDENT POMPIDOU, LA MANIÈRE LA PLUS UTILE ET LA PLUS SIGNIFICATIVE DE FAIRE PROGRESSER L'EUROPE & COMME LA QUESTION DE L'ÉLECTION ÉTAIT EN ATTENTE DEPUIS LONGTEMPS ET QU'IL Y AVAIT UN LIEN ENTRE CES DEUX QUESTIONS, J'ESTIME QU'IL ÉTAIT PLUS IMPORTANT, POUR LA CONCEPTION FRANÇAISE DE L'EUROPE, DE FAIRE ADOPTER ET MAINTENANT DE FAIRE ENTRER EN VIGUEUR CE CONSEIL EUROPÉEN, QUE DE CONTINUER À DIFFÉRER OU RETARDER LES ÉLECTIONS DE L'ASSEMBLÉE EUROPÉENNE

- \

E. DE LA TAILLE.- MONSIEUR LE PRÉSIDENT, LES FRANÇAIS VONT VOTER POUR L'ÉLECTION DE L'ASSEMBLÉE EUROPÉENNE, C'EST-À-DIRE UNE QUESTION DE PROCÉDURE AU DÉPART QUI CRÉE ENORMEMENT DE PASSIONS CHEZ LES PLUS ENGAGÉS, LES PLUS INITIÉS, MAIS SUR LE FOND DE L'EUROPE, LES FRANÇAIS NE SONT PAS TELLEMENT PASSIONNÉS PAR L'EUROPE, PARCE QU'ILS NE VOIENT PAS BIEN...L'EUROPE AVAIT ÊTE LA GRANDE AFFAIRE DE L'APRÈS-GUERRE, MAINTENANT QUEL EST L'INTÉRÊT DE L'EUROPE POUR LEUR VIE QUOTIDIENNE, QU'EST-CE QUE CELA PEUT LEUR APPORTER, NOTAMMENT POUR LA PROTECTION DE L'EMPLOI, POUR LA LUTTE CONTRE LE CHÔMAGE, QU'EST-CE QUI DANS L'EUROPE POURRAIT SERVIR DE GRANDE CAUSE POUR LES FRANÇAIS ?

- LE PRÉSIDENT.- À MES YEUX, IL Y A TROIS QUESTIONS À SE POSER, POUR LE RÔLE DE L'EUROPE. CES QUESTIONS SONT LES SUIVANTES : D'ABORD, FAUT-IL OUI OU NON ORGANISER L'EUROPE ? ON PEUT TRÈS BIEN NE PAS L'ORGANISER, ON PEUT RESTER DANS L'ÉTAT DE DÉSORDRE, DE DIVISION ET JADIS DE GUERRE QU'ÉTAIT LA SITUATION DE L'EUROPE

- \

' RÉPONSE ' ALORS, LA PREMIÈRE QUESTION EST : FAUT-IL OUI OU NON ORGANISER L'EUROPE ? CE SONT NOS ENFANTS OU PETITS-ENFANTS QUI RÉPONDONT À CETTE QUESTION. ET JE ME DEMANDE QUELLE OPINION ILS AURONT EN L'AN 2030. DE CEUX

QUI EN 1980 DIRAIENT : "IL NE FAUT PAS ORGANISER L'EUROPE", QUAND ON VOIT CE QUI SE PASSE A L'ECHELLE DU MONDE A L'HEURE ACTUELLE. C'EST DONC LA PREMIERE QUESTION : OUI OU NON FAUT-IL ORGANISER L'EUROPE ?

- DEUXIEME QUESTION : SI, COMME JE LE CROIS, PARCE QUE C'EST L'OPINION DE LA PLUS GRANDE PARTIE DES FRANCAIS, DANS LA MAJORITE COMME DANS L'OPPOSITION, IL FAUT ORGANISER L'EUROPE, EST-CE QUE L'INTERET DE LA FRANCE, C'EST D'ETRE A LA TETE OU A LA QUEUE DE CETTE ORGANISATION ? QUESTION TOUT A FAIT PRECISE, CAR ON CHERCHE A FAIRE CROIRE AUX FRANCAIS QUE LEUR INTERET C'EST D'ETRE A LA QUEUE DE CETTE ORGANISATION, C'EST D'ETRE LES GENS QUI SONT TOUT A FAIT DERRIERE ET QUI SERRENT LES FREINS. EH BIEN, JE LEUR POSE LA QUESTION : EST-CE QU'IL NE VAUT PAS MIEUX ETRE A LA TETE, C'EST-A-DIRE ORIENTER NOUS-MEMES CETTE ORGANISATION, CHOISIR SES OBJECTIFS, PROPOSER LES POLITIQUES. C'EST LA DEUXIEME QUESTION.

- ET LA TROISIEME QUESTION EST : CETTE EUROPE DOIT-ELLE ETRE OUI OU NON CELLE DU TRAITE_DE_ROME. MA REPONSE, QUI EST D'AILLEURS LA REPONSE DE LA QUASI TOTALITE DES PARTIS POLITIQUES FRANCAIS, C'EST OUI, CETTE EUROPE DOIT ETRE CELLE DU TRAITE_DE_ROME. MAIS POUR LES DEUX PREMIERES QUESTIONS : FAUT-IL ORGANISER L'EUROPE, L'INTERET DE LA FRANCE EST-IL D'ETRE A LA TETE OU A LA QUEUE DE CETTE CONSTRUCTION. JE POSE CES QUESTIONS AUX FRANCAIS ET JE LEUR APPORTERAI MA REPONSE LORSQUE J'IRAI EN ALSACE LE 15 MAI PROCHAIN `1979`
DATE`

- \

E. DE LA TAILLE.- MONSIEUR LE PRESIDENT, VOUS NE REPONDEZ PEUT-ETRE PAS A LA QUESTION : L'EUROPE, POUR QUOI FAIRE ?

- LE PRESIDENT.- NOUS AVONS REUSSI A FAIRE BEAUCOUP DE CHOSES AVEC L'EUROPE, JE VOUS CITERAI UN EXEMPLE. NOUS AVONS REUSSI DEPUIS LE DEBUT DE L'ANNEE A STABILISER LA MONNAIE, OR VOUS AVEZ ENTENDU A PLUSIEURS REPRISES A LA TELEVISION QUE LE DESORDRE MONETAIRE ETAIT UNE DES GRANDES PLAIES DE L'ECONOMIE EUROPEENNE ET DE L'ECONOMIE OCCIDENTALE. MAINTENANT DEPUIS PLUS D'UN MOIS, NOUS AVONS STABILISE LES MONNAIES EN EUROPE ET LE SYSTEME EUROPEEN `SME` EST SOLIDE. DEUXIEME EXEMPLE, VOUS CITEZ DANS VOS BULLETINS D'INFORMATION LA VENTE DES AVIONS AIRBUS, ON EN EST ACTUELLEMENT A 280 `NOMBRE` ENVIRON £ J'AI SUIVI CETTE AFFAIRE DEPUIS LE DEBUT ET NOUS AVONS INSISTE, PRESQUE ARRACHE A NOS PARTENAIRES DE L'ALLEMAGNE FEDERALE `RFA` LE FAIT DE FINANCER LA CONSTRUCTION DE CET APPAREIL. NOUS N'AURIONS PAS PU FAIRE NOUS-MEMES CETTE PERCEE SUR LE MARCHE INTERNATIONAL DES AVIONS CIVILS, C'EST UN FAIT. NOUS ALLONS, JE L'ESPERE, METTRE AU-POINT DES SATELLITES DE TELECOMMUNICATION ET DE TELEVISION AVEC CERTAINS DE NOS PARTENAIRES EUROPEENS. NOUS AURONS UNE PART DU MARCHE MONDIAL QUE NOUS N'AURIONS PAS AUTREMENT.

- EN FAIT, IL Y A BEAUCOUP DE REALISATIONS CONCRETES. JE MENTIONNERAI ENCORE CELLE DE L'AGRICULTURE `POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE` : ON OUBLIE TOUJOURS DE DIRE QUE NOUS VENDONS A L'HEURE ACTUELLE DANS LA COMMUNAUTE `CEE` NOS PRODUITS AGRICOLES AUX PRIX INTERIEURS FRANCAIS. QUAND NOUS VENDONS NOTRE MAIS `CEREALE` EN ITALIE, NOUS NE LE VENDONS PAS AU PRIX INTERNATIONAL, NOUS LE VENDONS AU PRIX FRANCAIS. LORSQUE NOUS VENDONS NOS PRODUITS LAITIERS OU ANIMAUX DANS LA COMMUNAUTE, NOUS LES VENDONS AU PRIX FRANCAIS. CELA REPRESENTA POUR L'AGRICULTURE UNE CONTRIBUTION ESSENTIELLE

- \

A. DUHAMEL.- MONSIEUR LE PRESIDENT, IL Y A UN CERTAIN NOMBRE DE FRANCAIS QUI PENSENT QUE LA FRANCE NE SE DEFEND PAS ASSEZ VIGOREUSEMENT A L'INTERIEUR DU MARCHE_COMMUN, PEUT-ETRE EST-CE LA NOSTALGIE DES CHAISES VIDES OU DES

COUPS D'ECLAT, MAIS EST-CE QUE LA FRANCE, VOTRE FRANCE, SAIT ENCORE DIRE NON QUAND IL LE FAUT ?

- LE PRESIDENT.- JE VOUS DIRAI QUE JE NE M'ABAISSE PAS A REPRENDRE A UNE TELLE ACCUSATION, PARCE QUE JE CONSIDERE QUE LES GOUVERNEMENTS FRANCAIS, QUELS QU'ILS SOIENT, DEFENDENT LES INTERETS DE LA FRANCE. JE VOUS CITERAI QUELQUES EXEMPLES : A LA FIN DE L'ANNEE DERNIERE, TOUT LE MONDE ETAIT D'ACCORD SUR LA MISE EN ROUTE DU SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN 'SME'. LE GOUVERNEMENT FRANCAIS A SOULEVE LA QUESTION DES MONTANTS COMPENSATOIRES MONETAIRES ET ON NOUS A DIT A L'EPOQUE : VOUS N'OBTIENDREZ PAS SATISFACTION. AU MOIS DE MARS, ON A OBTENU LA MISE EN OEUVRE DU SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN QUE NOUS AVIONS PROPOSE, LE REFUS DE LA CREATION A VENIR DES MONTANTS COMPENSATOIRES MONETAIRES ET LA REDUCTION DE CEUX QUI EXISTAIENT DANS LE PASSE. JE VOUS RAPPELLE QU'EN UN AN, NOUS AVONS RAMENE DE 21,5 % QUI ETAIT LE CHIFFRE DE MARS 1978 'DATE', A 5,3 % 'STATISTIQUES' LE NIVEAU DE CES MONTANTS COMPENSATOIRES MONETAIRES QUI NUISAIENT A NOTRE AGRICULTURE. AUCUN GOUVERNEMENT NE L'AVAIT FAIT AUPARAVANT.

- DE MEME, NOUS AVONS OBTENU LA CREATION DU CONSEIL EUROPEEN, QUI N'AVAIT JAMAIS PU ETRE OBTENUE JUSQUE LA ET JE VOUS DIRAI QUE MOI QUI PRESIDE LES CONSEILS DES MINISTRES, JE N'AI PAS OBSERVE DE DIFFERENCE EN CE QUI CONCERNE LA DEFENSE DES INTERETS DE LA FRANCE ENTRE LES CONSEILS QUE J'AI PRESIDES ENTRE 1974 ET 1976 ET LES CONSEILS QUE J'AI PRESIDES ENTRE 1976 ET 1979 'ANNEE' -\

A. DUHAMEL.- MONSIEUR LE PRESIDENT, M. BARRE, VOTRE PREMIER MINISTRE, S'EST ENGAGE PERSONNELLEMENT A SOUTENIR UNE DES DEUX LISTES QUI SERONT ISSUES DE LA MAJORITE AUX ELECTIONS EUROPEENNES. CELA A ETE NATURELLEMENT CONTESTE. EST-CE QUE CELA VOUS PARAIT COMPATIBLE AVEC L'ESPRIT DES INSTITUTIONS ?

- LE PRESIDENT,- MAIS C'EST TOUT A FAIT COMPATIBLE AVEC L'ESPRIT DES INSTITUTIONS A PARTIR DU MOMENT OU VOUS REFLECHISSEZ AUX DEUX QUESTIONS SUIVANTES : LA PREMIERE, C'EST QUE CE N'EST PAS UN DEBAT DE POLITIQUE INTERIEURE. CE QUI FAUSSE A L'HEURE ACTUELLE, CE QUI REND LA CHOSE DIFFICILEMENT COMPREHENSIBLE POUR LES FRANCAIS, C'EST QU'ON A VOULU EN FAIRE UN DEBAT DE POLITIQUE INTERIEURE. C'EST UNE ESPECE DE PECHE ORIGINEL, DE POISON QUI EMPOISONNE LE DISPOSITIF. JE VOUS RAPPELLE CECI : LE LENDEMAIN DES ELECTIONS DU 10 JUIN '1979' 'DATE', QU'EST-CE QUI SE PASSERA ? ON CONNAITRA LES FRANCAIS QUI SIEGERONT A L'ASSEMBLEE DES COMMUNAUTES EUROPEENNES, COMME IL Y A DES FRANCAIS QUI ONT SIEGE DANS CETTE ASSEMBLEE DEPUIS L'ORIGINE, C'EST-A-DIRE 1958 'DATE'. CE N'EST PAS UNE AFFAIRE DE POLITIQUE INTERIEURE : RIEN NE REUSSIRA A EN CHANGER LA NATURE.

- DEUXIEMEMENT, CE N'EST PAS UNE ELECTION MAJORITAIRE OU L'UN ELIMINE L'AUTRE. IL S'AGIT D'UNE ELECTION A LA PROPORTIONNELLE : LES FRANCAIS CHOISIRONT LA LISTE DE CEUX QUI DOIVENT LES REPRESENTER. CE NE SONT DONC PAS DES LISTES QUI SE COMBATTENT LES UNES LES AUTRES. C'EST POURQUOI L'ANNEE DERNIERE POUR LES ELECTIONS LEGISLATIVES, LE PREMIER MINISTRE N'EST PAS INTERVENU DANS LES COMPETITIONS A L'INTERIEUR DE LA MAJORITE, PARCE QU'IL N'AURAIT PAS ETE CORRECT QU'IL COMBATTE OU QU'IL FASSE BATTRE UN PARLEMENTAIRE DE LA MAJORITE, QUEL QUE SOIT LE PARTI 'POLITIQUE' QUI L'AURAIT SOUTENU. MAIS LORSQUE LES LISTES N'ONT AUCUNE RAISON DE SE COMBATTRE, IL EST TOUT A FAIT NATUREL QUE LE PREMIER MINISTRE SOUTIENNE CELLE DES LISTES QUI LUI PARAIT LA PLUS PROCHE DES IDEES QU'IL A PERSONNELLEMENT SUR L'EUROPE

-\

J.- P. ELKABBACH.- UNE QUESTION, SI VOUS PERMETTEZ, MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE : EST-CE QUE LE RESULTAT DES ELECTIONS DU 10 JUIN '1979' 'DATE' ELECTIONS EUROPEENNES) DEUT DEMETTRE EN CAUSE A VOTRE AVIS D'UNE FACON

ELECTIONS EUROPEENNES` PEUT REMETTRE EN_CAUSE, A VOTRE AVIS, D'UNE FACON OU D'UNE AUTRE, CE QUI S'EST PASSE L'AN DERNIER, JE VEUX DIRE LE RESULTAT DES ELECTIONS LEGISLATIVES, LA COMPOSITION DU GOUVERNEMENT ?

- LE PRESIDENT.- CERTAINEMENT PAS...MAIS VOUS ABORDEZ LA POLITIQUE INTERIEURE ? IL FAUT RAPPELER LA SITUATION POLITIQUE DE LA FRANCE. LES FRANCAIS ONT VOTE EN MARS 1978, ILS ONT CHOISI UNE MAJORITE, OU PLUS EXACTEMENT UN PACTE MAJORITAIRE. IL Y A QUATRE GRANDES FAMILLES POLITIQUES EN FRANCE, LE PARTI COMMUNISTE `PCF`, LE PARTI SOCIALISTE `PS`, L'UDF ET LE RPR IL Y AVAIT DEUX PACTES ENTRE LESQUELS LES FRANCAIS AVAIENT A CHOISIR : ILS ONT CHOISI LE PACTE MAJORITAIRE DU RPR ET DE L'UDF ET ILS ONT FAIT CE CHOIX POUR LA DUREE DE LA LEGISLATURE. LES FRANCAIS N'ONT PAS PENSE QU'IL FALLAIT FAIRE CE CHOIX POUR SIX MOIS OU POUR UN AN. DEPUIS CETTE DATE, IL N'Y A PAS EU DE SURPRISE. EN 1978 `ANNEE`, QUI ETAIT PREMIER MINISTRE ? C'ETAIT M. RAYMOND BARRE, QU'ON CONNAISSAIT, DONT ON CONNAISSAIT LA POLITIQUE, LE PROGRAMME, ET L'ON SAVAIT QU'IL Y AVAIT UNE CRISE ECONOMIQUE ET SOCIALE, UNE CRISE DIFFICILE DONT M. BARRE N'A JAMAIS DISSIMULE QU'ELLE DURERAIT SANS DOUTE ENCORE PENDANT UN CERTAIN TEMPS, ET PUIS LES ELECTIONS A L'ASSEMBLEE_PARLEMENTAIRE_EUROPEENNE ETAIENT DEJA DECIDEES. EN EFFET, CETTE ELECTION A ETE DECIDEE PAR LE PARLEMENT AU PRINTEMPS 1977, CE N'EST DONC PAS UNE NOUVEAUTE, C'ETAIT DECIDE ET PREVU BIEN AVANT LES ELECTIONS DE MARS DERNIER

- \

`REPONSE` IL N'Y A DONC PAS EU DE NOUVEAUX EVENEMENTS. LA CRISE S'EST POURSUIVIE, QUI SUPPOSE UNE ACTION CONTINUE, IMAGINATIVE, MAIS IL N'Y A PAS EU SUR-LE-PLAN EUROPEEN LE MOINDRE ELEMENT NOUVEAU. IL N'Y A DONC AUCUNE RAISON D'IMAGINER QUE PUISSE ETRE REMIS EN_CAUSE LE PACTE MAJORITAIRE, PACTE CONCLU DEVANT LES ELECTEURS, ET EVIDEMMENT PAR LES ELECTEURS EUX-MEMES PUISQUE CE SONT EUX QUI ONT VOTE.

- J.- P. ELKABBACH.- C'EST-A-DIRE QUE C'EST VOTRE VERSION, PARCE QUE DEPUIS, S'IL N'Y A PAS EU D'EVENEMENT MAJEUR, IL Y A TOUT DE MEME EU DES DISSIDENCES DANS LA MAJORITE, OU DES CRITIQUES SUR CES DEUX POINTS QUI N'ONT PAS CHANGE APPAREMMENT LA POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, ET EN MEME TEMPS DES PRISES DE POSITION EUROPEENNES.

- LE PRESIDENT.- C'EST DIFFERENT

- QU'IL Y AIT UN DEBAT DEMOCRATIQUE DANS LA MAJORITE ET ENTRE LA MAJORITE ET L'OPPOSITION, RIEN N'EST PLUS NORMAL. NOUS N'ALLONS PAS AVOIR UNE FRANCE MONOLITHIQUE DANS LAQUELLE TOUT LE MONDE AURAIT LA MEME OPINION SUR TOUS LES SUJETS, OU PERSONNE N'AURAIT LE DROIT DE S'EXPRIMER. JE SUIS DONC PARTISAN DU DEBAT DEMOCRATIQUE, ET VOUS NE M'AVEZ JAMAIS VU REPROCHER NI A UN DIRIGEANT DE L'OPPOSITION, NI A TEL OU TEL DIRIGEANT DE LA MAJORITE, LE FAIT QU'IL Y AIT UN DEBAT DEMOCRATIQUE. MAIS CE DEBAT DOIT S'ARRETER LA OU COMMENCENT LES ATTAQUES PERSONNELLES, ET LA OU COMMENCE L'OUTRANCE DES POSITIONS

- \

A. SCHMIT.- MONSIEUR LE PRESIDENT, ON SENT BIEN TOUT DE MEME DANS CETTE CAMPAGNE EUROPEENNE `ELECTIONS EUROPEENNES` QU'IL Y A CERTAINES ARRIERE-PENSEES PRESIDENTIELLES. JE VOUDRAIS VOUS POSER UNE QUESTION DIRECTE : EST-CE QUE VOUS SEREZ CANDIDAT EN 1981 `ANNEE` ELECTIONS PRESIDENTIELLES` ?

- LE PRESIDENT.- IL N'EST PAS QUESTION POUR MOI DE REPONDRE A UNE QUESTION DE CETTE _NATURE. JE NE SUIS PAS QUELQU'UN QUI EST CANDIDAT A LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE, JE SUIS QUELQU'UN QUI EXERCE LES FONCTIONS DE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, ET MON PROBLEME EST DE FAIRE EN SORTE QUE J'EXERCE CES FONCTIONS POUR LE BIEN DE LA FRANCE ET POUR LE BIEN DES FRANCAIS. JE NE ME

... FONCTIONS POUR LE BIEN DE LA FRANCE ET POUR LE BIEN DES FRANÇAIS, NE SE PREOCCUPE PAS DE SAVOIR QUELLE SERA MA CARRIÈRE ULTÉRIEURE

- \

A. DUHAMEL.- MONSIEUR LE PRÉSIDENT, VOTRE ANCIEN PREMIER MINISTRE `JACQUES CHIRAC`, DE 1974 A 1976, A DÉCLARÉ RÉCEMMENT À LA TÉLÉVISION QUE S'IL N'Y AVAIT PAS UN CHANGEMENT RADICAL DE POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE DU GOUVERNEMENT ACTUEL, DU GOUVERNEMENT DE SON SUCCESSEUR, LA MAJORITÉ ALLAIT EN 1981, QUELS QUE SOIENT SES CANDIDATS, ET MEME SI VOUS-MEME ÉTIEZ CANDIDAT, A UNE CATASTROPHE. ALORS COMMENT RÉAGISSEZ-VOUS DEVANT DES PROPOS DE CE GENRE ?

- LE PRÉSIDENT.- JE VIENS DE RÉPONDRE À M. SCHMIT QUE JE NE M'OCCUPAIS PAS À L'HEURE ACTUELLE DE PROBLÈMES DE CANDIDATURE À LA FONCTION PRÉSIDENTIELLE. JE M'OCCUPE DES PROBLÈMES D'EXERCICE DE LA FONCTION PRÉSIDENTIELLE, ET JE SOUHAITE QUE LES FRANÇAIS JUGENT DANS LEUR CONSCIENCE, CAR C'EST UNE ÉLECTION POPULAIRE, PAS UNE ÉLECTION DE PARTI. LA RÉFORME DE 1962 `ÉLECTION DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE AU SUFFRAGE UNIVERSEL` A EU POUR OBJET DE SOUSTRAIRE L'ÉLECTION DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE AU JEU DES PARTIS `POLITIQUES`. C'EST POUR CELA QU'IL Y A EU CE CHANGEMENT. IL APPARTIENDRA AUX FRANÇAISES ET AUX FRANÇAIS DE CHOISIR LEUR DIRIGEANT EN 1981

- \

A. DUHAMEL.- IL Y A UN AUTRE ASPECT DANS LA QUESTION, C'EST DE SAVOIR SI LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE DE M. BARRE EST COMPATIBLE OU PAS AVEC LE SUCCÈS D'UN CANDIDAT DE LA MAJORITÉ QUEL QU'IL SOIT.

- LE PRÉSIDENT.- JE NE VEUX PAS ENTRER DANS TOUTE CETTE DISCUSSION POLITIQUE. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE NE SE MELE PAS AU TOHU-BOHU. D'ABORD, PERMETTEZ-MOI DE VOUS DIRE QUE J'AI VECU DEUX ÉLECTIONS `ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES` : LA MIENNE EN 1974, ET QUI DONC, DEUX MOIS AVANT MON ÉLECTION, FAISAIT LE PARI QUE JE SERAIS ÉLU ? ET J'AI VECU L'ÉLECTION DE 1978 `ÉLECTION LÉGISLATIVE`, ET QUI DONC, DEUX MOIS AVANT L'ÉLECTION DE MARS 1978 ANNONÇAIT QUE LA MAJORITÉ ÉTAIT SÛRE DE L'EMPORTER ? ALORS À DEUX ANS D'ÉCHÉANCE, DES RAISONNEMENTS ET DES PRÉVISIONS EN-MATIÈRE ÉLECTORALE NE SONT PAS À FAIRE ENTRER EN CONSIDÉRATION DANS LE CHOIX DES ORIENTATIONS POLITIQUES DE LA FRANCE. D'AUTRE PART, NOUS NOUS SOMMES MOQUÉS PENDANT TRÈS LONGTEMPS EN FRANCE DU SYSTÈME POLITIQUE AMÉRICAIN & POUR NOUS, C'EST UN SYSTÈME DANS LEQUEL AU BOUT DE QUATRE ANS IL N'Y A MEME PLUS DE GOUVERNEMENT, LA CAMPAGNE COMMENCE TOUT DE SUITE, LE PRÉSIDENT EST AFFAIBLI, ET AINSI DE SUITE... VOUS N'IMAGINEZ PAS QU'AYANT ÉTÉ ÉLU POUR SEPT ANS `DURÉE` JE VAIS COMMENCER AU BOUT DE CINQ ANS À AFFAIBLIR LA FONCTION PRÉSIDENTIELLE EN ME LIVRANT OU EN PARTICIPANT, OU EN ÉTANT MEME COMPLICE D'UNE CAMPAGNE ÉLECTORALE PRÉMATURÉE ?

- A. SCHMIT.- CE QUI VEUT DIRE, MONSIEUR LE PRÉSIDENT, QUE TOUTE IDÉE DE RÉDUIRE LE MANDAT PRÉSIDENTIEL À CINQ ANS EST TOTALEMENT ABANDONNÉE ?

- LE PRÉSIDENT.- POUR L'INSTANT, IL N'Y A AUCUN PROBLÈME, À MA CONNAISSANCE, EN CE SENS

- \

E. DE LA TAILLE.- JE VOUDRAIS VOUS POSER UNE QUESTION PERSONNELLE. QUAND ON VOIT LA POLITIQUE FRANÇAISE, ON A L'IMPRESSION DE VOIR UNE PIÈCE DE THÉÂTRE MODÈLE 1900 OU LES GRANDS ACTEURS VIENNENT DE TEMPS EN TEMPS, L'UN D'ENTRE EUX SE DÉTACHANT, PARLER À LA CANTONADE AU PUBLIC, PRODIGUER UN TORRENT D'INSULTES À L'UN OU À L'AUTRE, ET ENSUITE LA SCÈNE CONTINUE, CHACUN FAISANT OU BIEN SEMBLANT DE NE PAS AVOIR ENTENDU, OU BIEN OUBLIE CE QU'IL A DIT. EST-CE QUE VOUS NE PENSEZ PAS - JE PARLE DU PROBLÈME DE LA RIVALITÉ INTÉRIEURE DE LA MAJORITÉ - QUE LES FRANÇAIS ONT QUAND MEME LE DROIT DE S'INTERROGER POUR

SAVOIR SI CELA NE VA PAS CRAQUER ? N'EN FAITES PAS UNE POLEMIQUE, C'EST UNE QUESTION QUE JE VEUX POSER...

- LE PRESIDENT.- VOUS ME LA POSEZ, ALORS JE VOUS REPONDRAI SUR LE FOND ET SUR L'ACTION. SUR LE FOND, LA FRANCE EST UN PAYS DONT LE PERSONNEL POLITIQUE, DEPUIS TRES LONGTEMPS, S'EST COMPORTE DE MANIERE A CONDUIRE A L'INSTABILITE GOUVERNEMENTALE. CE N'EST PAS UNE NOUVEAUTE. SOUS LA IVEME REPUBLIQUE - LES PLUS JEUNES QUI NOUS ECOUTENT NE LE SAVENT PAS, MAIS LES PLUS ANCIENS LE SAVENT - LA DUREE MOYENNE DES GOUVERNEMENTS, C'ETAIT 7 MOIS ET 15 JOURS - ET SOUS LA IIIEME REPUBLIQUE, LA DUREE ETAIT PLUS LONGUE A CERTAINS MOMENTS, MAIS EN MOYENNE, C'ETAIT A PEU PRES LA MEME. CELA PROUVE DONC, ET JE NE VEUX PAS ENGLOBER PAR LA TOUT LE PERSONNEL POLITIQUE FRANCAIS PARCE QUE JE DETESTE LES JUGEMENTS COLLECTIFS, MAIS QU'IL Y A TOUT DE MEME DANS NOTRE TEMPERAMENT POLITIQUE DES FORCES, DES ATTITUDES, DES INTERETS QUI FONT QUE L'ON PREFERE LES GOUVERNEMENTS COURTS ET IMPUISSANTS A LA DISCIPLINE, A LA DIFFICULTE D'UNE ACTION GOUVERNEMENTALE DE LONGUE DUREE ET, EN REALITE, S'IL N'Y AVAIT PAS LES INSTITUTIONS ACTUELLES, LE GOUVERNEMENT BARRE AURAIT ETE RENVERSE CET HIVER, OU PLUS EXACTEMENT DEJA L'HIVER PRECEDENT, ET LES ELECTIONS DE 1978 AURAIENT ETE PERDUES

-

-\

`REPONSE` C'EST CELA, LA VERITE DU TEMPERAMENT POLITIQUE, DU MILIEU POLITIQUE FRANCAIS, ET LORSQUE LE GENERAL DE GAULLE A CREE DES INSTITUTIONS, IL NE LES A PAS CREEES POUR ACCOMPAGNER LA _NATURE DU MILIEU POLITIQUE FRANCAIS EN DISANT : "MAIS ON VA SIMPLEMENT L'HABILLER DE TELLE OU TELLE FACON", IL LES A CREEES POUR QUE CES INSTINCTS POLITIQUES NE PUISSENT PAS NUIRE A LA FRANCE. - MA FONCTION, A L'HEURE ACTUELLE, N'EST PAS DE SAVOIR S'IL EXISTE DES FORCES D'INSTABILITE OU DE DIVISION EN FRANCE, JE SAIS TRES BIEN QU'ELLES EXISTENT, LA QUESTION EST DE SAVOIR COMMENT EMPECHER CES FORCES DE DIVISION ET D'INSTABILITE DE NUIRE A LA FRANCE, IL Y A POUR CELA UN MECANISME TRES FORT QUI EST LE MECANISME DE LA MOTION_DE_CENSURE. PEUT-ETRE QUE VOUS VOULIEZ ME POSER LA QUESTION ?

-\

A. DUHAMEL.- PRECISEMENT.

- LE PRESIDENT.- JE VAIS RAPPELER CE QUE C'EST, PARCE QU'ON L'A OUBLIE. JE VOUS RAPPELLE D'ABORD QU'IL N'Y A EU QU'UNE SEULE MOTION_DE_CENSURE VOTEE AU COURS DE LA VEME REPUBLIQUE. ELLE A ETE VOTEE EN 1962 `ANNEE` - J'ETAIS DANS LE GOUVERNEMENT DE M. POMPIDOU A L'EPOQUE - PAR UNE PARTIE DE LA MAJORITE DE L'EPOQUE QUI S'EST D'AILLEURS, ELECTORALEMENT, SUICIDEE, PUISQUE SUR LES CENT NEUF `NOMBRE` DEPUTES INDEPENDANTS QUI ONT A L'EPOQUE VOTE LA MOTION_DE_CENSURE, IL Y EN A EU, SI J'AI BONNE MEMOIRE, QUATRE-VINGT-DEUX QUI ONT ETE BATTUS A L'ELECTION SUIVANTE, QUATRE-VINGT-DEUX BATTUS SUR CENT NEUF. QUEL EST LE MECANISME DE LA MOTION_DE_CENSURE ? C'EST LE MECANISME INSTITUTIONNEL PAR LEQUEL ON ROMPT LE PACTE MAJORITAIRE D'UNE_PART, MAIS PAR LEQUEL, SURTOUT, ON CONCLUT LE PACTE MAJORITAIRE NOUVEAU, PUISQUE DANS LA MOTION_DE_CENSURE IL FAUT QUE CEUX QUI LA VOTENT SE METTENT D'ACCORD SUR UN TEXTE, ET CELA N'A PAS ETE INVENTE PAR HASARD MAIS POUR LES OBLIGER A FAIRE APPARAITRE LA MAJORITE DE REMPLACEMENT.

- S'IL Y AVAIT UNE MOTION_DE_CENSURE VOTEE A L'HEURE ACTUELLE, DANS LES MOIS OU LES ANNEES A VENIR, CELA VOUDRAIT DIRE QUE LES DEPUTES ELUS EN MARS 1978, DANS LE PACTE MAJORITAIRE AUQUEL J'AVAIS CONVIE A LA FOIS LE RPR ET L'UDF, IRONT, PAR LEUR VOTE, PROPOSER UN AUTRE PACTE MAJORITAIRE, AVEC LE PARTI COMMUNISTE `PC` ET LE PARTI SOCIALISTE `PS`, QU'ILS ONT COMBATTUS EN MARS

1978. JE NE FERAI PAS L'INJURE A DES DEPUTES DE LA MAJORITE DE CROIRE QU'ILS AURONT UN COMPORTEMENT DE CETTE _NATURE, CAR L'HONNETETE POLITIQUE EXCLUT LE VOTE D'UNE MOTION_DE_CENSURE DANS LES CIRCONSTANCES ACTUELLES

- \

A. SCHMIT.- SI LA MOTION_DE_CENSURE, UN JOUR, ETAIT POSEE ET VOTEE, EST-CE QU'IL Y AURAIT DISSOLUTION ?

- LE PRESIDENT.- JE N'AI PAS A REpondre SUR CE POINT. J'EXERCERAI LES FONCTIONS DE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE. JE VOUS RAPPELLE QUE LORSQUE CET EVENEMENT S'EST PRODUIT, ET IL S'EST PRODUIT UNE SEULE FOIS EN 19 ANS, ET MEME EN 20 ANS, IL S'ETAIT ACCOMPAGNE DE LA DISSOLUTION DE L'ASSEMBLEE_NATIONALE ET DE L'ECHEC DE CEUX QUI AVAIENT VOTE LA MOTION_DE_CENSURE.

- J.- P. ELKABBACH.- PARCE QUE, DES LE 11 JUIN, ON VA ENTENDRE DIRE : IL Y A LES PRESIDENTIELLES, ON ENTRE DANS LA COMPETITION.

- LE PRESIDENT.- A-PARTIR DU MOMENT OU JE VOUS AI DIT QUE L'HONNETETE POLITIQUE, CA _COMPTE, L'HONNETETE POLITIQUE EXCLUT LE VOTE D'UNE MOTION_DE_CENSURE. IL FAUT DONC CESSER D'EN PARLER. CELA NE SERT A RIEN D'AGITER LES ESPRITS, D'ENTREtenir LA CRAINTE. POUR MA PART, J'AI LE RESPECT DES PARLEMENTAIRES, J'AI ETE MOI-MEME LONGTEMPS PARLEMENTAIRE. JE NE FAIS PAS L'INJURE AUX PARLEMENTAIRES DE CROIRE QU'ILS VONT ROMPRE LE PACTE MAJORITAIRE QU'ILS ONT DEFENDU AVEC SUCCES IL Y A UN AN DEVANT LE CORPS ELECTORAL. D'AUTRE_PART, JE CONSIDERE AUSSI QUE LES INSTITUTIONS DE LA VEME REPUBLIQUE NE DOIVENT PAS VIVRE SOUS LA MENACE. C'EST CONTRAIRE A L'ESPRIT DE LA VEME REPUBLIQUE, QUE LA MENACE, VIS-A-VIS DES INSTITUTIONS, MENACE VIS-A-VIS DU PREMIER MINISTRE, MENACE MEME VIS-A-VIS DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE. C'EST CONTRAIRE A LA CONSTITUTION ET A L'INSTINCT DES FRANCAIS QUI N'APPROUVENT PAS DES ATTITUDES DE CETTE _NATURE. QUELLE EST L'ALTERNATIVE A LA MENACE ? C'EST LE DIALOGUE

- \

`REPOSE` JE CONSIDERE QU'IL FAUT REVENIR A UNE SITUATION DE DIALOGUE A L'INTERIEUR DE LA MAJORITE. JE RECEVRAI MOI-MEME SUR LE SUJET EUROPEEN, D'ICI QUARANTE-HUIT HEURES, LES PRINCIPAUX DIRIGEANTS DE LA MAJORITE MAIS JE CONSIDERE QUE CE DIALOGUE DOIT SE POURSUIVRE AVEC EUX-MEMES SUR TOUS LES SUJETS.

- UN JOURNALISTE.- VOUS LES AVEZ DEJA RECU.

- LE PRESIDENT.- JE LES AI DEJA RECUS MAIS JE LES RECEVRAI A NOUVEAU. POUR LE PROBLEME EUROPEEN, IL Y A UN DEBAT LE 3 MAI `1979 ` DATE` PROCHAIN A L'ASSEMBLEE_NATIONALE SUR LA POLITIQUE ETRANGERE. C'EST L'OCCASION D'EN PARLER. IL FAUT S'EXPRIMER LA OU LE DEBAT A _LIEU, C'EST-A-DIRE AU-SEIN DU PARLEMENT OU IL Y A TOUS LES ANCIENS PRESIDENTS DU CONSEIL, LES GRANDS SPECIALISTES DE LA POLITIQUE ETRANGERE DE LA FRANCE.

- POUR LE PROBLEME DE L'EMPLOI, IL FAUT ELABORER UN PACTE `PACTE NATIONAL POUR L'EMPLOI`, UN PROGRAMME CONCERNANT L'EMPLOI DES JEUNES POUR LES DEUX ANNEES PROCHAINES. LE MINISTRE DU TRAVAIL VA S'EN OCCUPER. QUI EST LE MINISTRE DU TRAVAIL `ROBERT BOULIN` ? C'EST UN DE CEUX QUI A ETE LE PLUS LONGTEMPS UN DES MINISTRES DU GOUVERNEMENT DU GENERAL DE GAULLE. IL EST ENTRE AU GOUVERNEMENT EN 1961, SI JE ME SOUVIENS BIEN, IL Y EST RESTE JUSQU'EN 1969. C'EST UN DES COLLABORATEURS LES PLUS PERMANENTS DES GOUVERNEMENTS DU GENERAL DE GAULLE. IL Y A AUSSI LE PRESIDENT DE LA COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES `HENRY BERGER`, QUI EST UN HOMME TOUT A FAIT COMPETENT, ET QUI APPARTIENT AU GROUPE RPR. POURQUOI NE PAS PARLER DE CES PROBLEMES DE L'EMPLOI & NE PAS APPORTER DES SOLUTIONS, NE PAS LES PRESENTER, EN DISCUTER ENSEMBLE ? QUICONQUE VOUDRA S'EN ENTREtenir AVEC LE DEUXIEME MINISTRE `RAYMOND BARRE` AURA TOUJOURS LES OCCASIONS DE LE FAIRE

- \

` REPONSE ` DERNIERE REMARQUE. JE SOUHAITE QUE SE DEPERSONNALISE LE DEBAT POLITIQUE FRANCAIS. JE NE SUIS PAS, POUR MA PART, POUR LA PERSONNALISATION DU POUVOIR. JE NE DEMANDE A PERSONNE D'ETRE GISCARDIEN. TANT QUE JE SUIS PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, JE DEMANDE SIMPLEMENT LE SOUTIEN DE L'ACTION DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE. JE CROIS QUE LE DEBAT POLITIQUE DOIT ETRE DEPERSONNALISE. LE PROBLEME DE L'EMPLOI, CE N'EST PAS UN PROBLEME DE PERSONNES. LE PROBLEME DE L'EUROPE, CE N'EST PAS NON PLUS UN PROBLEME DE PERSONNES. IL NOUS SURVIVRA, JE DIRAI PENDANT LONGTEMPS, CE QUI FAIT QU'AU CARACTERE PERSONNEL DES DEBATS IL FAUT SUBSTITUER DES PROCEDURES QUI SOIENT DES PROCEDURES DE CONVERSATION BEAUCOUP PLUS ETOFFEES. IL FAUT QUE LES DIRIGEANTS DES PARTIS DE LA MAJORITE SE RENCONTRENT ET NON PAS SEULEMENT LES PERSONNALITES DIRIGEANTES DONT VOUS PARLIEZ TOUT A L'HEURE. IL FAUT QU'AU-SEIN DU PARLEMENT, LES GROUPES AIENT L'HABITUDE DE TRAVAILLER, CE QU'ILS FONT D'AILLEURS DE PLUS EN PLUS, ENSEMBLE.

- POUR TRAITER LES PROBLEMES ELECTORAUX, IL Y A EU QUELQUES CONFLITS LORS DES ELECTIONS CANTONALES, DE PART ET D'AUTRE. LA AUSSI, IL FAUDRAIT UNE STRUCTURE MAJORITAIRE QUI EXISTAIT DANS LE PASSE, DE CARACTERE PARITAIRE ET QUI PERMETTE A DES GROUPES D'HOMMES D'EXPERIENCE ET MESURES DE TRAITER ENSEMBLE CES PROBLEMES

- \

A. DUHAMEL.- MONSIEUR LE PRESIDENT, VOUS AVIEZ PARIE AVANT LES ELECTIONS LEGISLATIVES SUR L'ECLATEMENT DE L'UNION DE LA GAUCHE. EST-CE QUE, DEVANT LE COMPORTEMENT ACTUEL DE LA MAJORITE, QUI N'EST PAS UN COMPORTEMENT EXACTEMENT SOLIDAIRE, EST-CE QUE VOUS CROYEZ A UNE REUNIFICATION DE L'UNION DE LA GAUCHE ?

- LE PRESIDENT.- VOUS AVEZ L'OCCASION D'INTERROGER BEAUCOUP DE DIRIGEANTS DE LA POLITIQUE FRANCAISE & C'EST A EUX QU'IL FAUT POSER CES QUESTIONS. J'EVITE DE POLEMIQUER AVEC L'OPPOSITION, PARCE QUE L'OPPOSITION EXERCE UNE FONCTION EN FRANCE QUI EST UNE FONCTION NORMALE, DEMOCRATIQUE. UNE DEMOCRATIE SANS OPPOSITION N'EST PLUS UNE DEMOCRATIE. DONC, NON SEULEMENT JE NE M'ETONNE PAS QU'IL Y AIT UNE OPPOSITION EN FRANCE, MAIS ELLE FAIT PARTIE DE NOTRE VIE DEMOCRATIQUE. J'AVAIS EN EFFET PRONOSTIQUE, ET ECRIT D'AILLEURS, QUE L'UNION DE LA GAUCHE N'IRAIT PAS JUSQU'AUX ELECTIONS POUR DES RAISONS DE FOND QUI SONT LE DESACCORD DE CONCEPTION FONDAMENTAL QUI EXISTE ENTRE LES DIRIGEANTS ET L'ELECTORAT DU PARTI SOCIALISTE ` PS ` , ET LES DIRIGEANTS ET UNE PARTIE DE L'ELECTORAT DU PARTI COMMUNISTE ` PCF ` . CE DESACCORD, NON SEULEMENT A SUBSISTE DEPUIS L'ANNEE DERNIERE, MAIS ENCORE, ME SEMBLE-T-IL, S'EST ACCENTUE EN 1979

- \

A. SCHMIT.- MONSIEUR LE PRESIDENT, EN 1972 ` DISCOURS DE CHARENTON ` ANNEE ` , VOUS AVEZ DIT : LA FRANCE DOIT ETRE GOUVERNEE AU CENTRE. ALORS, DANS L'ECHANTILLONNAGE POLITIQUE, LE CENTRE, C'EST OU EXACTEMENT ?

- LE PRESIDENT.- LE CENTRE, C'EST LA OU LE GOUVERNEMENT AGIT. POURQUOI AI-JE DIT QUE LA FRANCE DOIT ETRE GOUVERNEE AU CENTRE ? PARCE QUE NOUS VIVONS UNE PERIODE DE TRANSITION DIFFICILE. IL FAUT QUE LA FRANCE S'ADAPTE. NOUS AVONS PARLE DES PROBLEMES DE L'EMPLOI, DE L'ADAPTATION INDUSTRIELLE. TOUT CECI EST DIFFICILE, A NOTRE PORTEE MAIS DIFFICILE. IL FAUT RASSEMBLER LE PLUS GRAND NOMBRE DE COMPETENCES ET DE BONNES VOLONTES POSSIBLE ET ON LES RASSEMBLE PLUS FACILEMENT AU CENTRE DE GRAVITE. J.- P. ELKABBACH.- POUR LES CINQ DERNIERES MINUTES, MONSIEUR LE PRESIDENT, NOUS AVONS ENCORE TROIS QUESTIONS. EMMANUEL DE LA TAILLE ?

- E. DE LA TAILLE.- MONSIEUR LE PRESIDENT, NOUS L'AVONS EVOQUE, LES FRANCAIS SONT MOBILISES POUR UNE BATAILLE ECONOMIQUE QUI EST TRES DURE ET QUI N'EST PAS UNE BATAILLE POUR AVOIR QUELQUE CHOSE DE PLUS DEMAIN QU'AUJOURD'HUI, MAIS POUR NE PAS AVOIR MOINS QUE CE QU'ON A MAINTENANT, ET MOINS QUE CE QU'ON AVAIT HIER. EST-CE QUE L'ON PEUT MOBILISER LONGTEMPS LES FRANCAIS SUR L'APRETE D'UNE BATAILLE ECONOMIQUE, OU EST-CE QU'IL Y A DES PROJETS NOUVEAUX QUE VOUS POURRIEZ AVOIR POUR MOBILISER LEURS ESPOIRS ET POUR LES RASSEMBLER ?

- LE PRESIDENT.- CE QUE VOUS DITES N'EST PAS TOUT A FAIT EXACT. L'ECONOMIE FRANCAISE CONTINUERA A PROGRESSER, ELLE PROGRESSERA MOINS VITE QU'ELLE N'A PROGRESSE DANS LE PASSE, MAIS ELLE PROGRESSERA. JE REPETE UN CHIFFRE : L'ECONOMIE FRANCAISE, EN 1978 `ANNEE`, A PROGRESSE DE 3,3 `STATISTIQUE` % EN VOLUME...

- E. DE LA TAILLE.- CONTRE 5 A 6...

- LE PRESIDENT.- ELLE PROGRESSE MOINS, MAIS ELLE PROGRESSE. VOUS AVEZ DIT : LE REVENU, LE NIVEAU_DE_VIE VONT BAISSER. NON, ILS VONT CONTINUER A PROGRESSER, MAIS PLUS LENTEMENT

- \

`REPONSE` Y A-T-IL D'AUTRES ACTIONS POUR REGROUPER, MOBILISER ET ASSOCIER LES FRANCAIS ? OUI. A L'HEURE ACTUELLE, IL Y EN A DEUX AUXQUELLES JE PENSE ET IL Y EN A DEUX AUTRES QUE JE NE VOUS DIRAI PAS, JE LES RESERVE POUR L'ANNEE 1980. LES DEUX AUXQUELLES JE PENSE, C'EST D'ABORD LE DEVELOPPEMENT DES RESPONSABILITES LOCALES. JE CROIS QUE LES FRANCAIS VEULENT DECIDER EUX-MEMES DE LA VIE DE LEUR COMMUNE ET DE LEUR DEPARTEMENT. IL FAUT DEVELOPPER LES RESPONSABILITES LOCALES. IL Y A UN PROJET QUI EST DEPOSE ET DISCUTE ACTUELLEMENT. IL VA DANS CE SENS...

- DEUXIEME ACTION : LA POURSUITE DES EFFORTS D'ADAPTATION DES ENTREPRISES ET DU MODE_DE_VIE A L'INTERIEUR DES ENTREPRISES. DES TEXTES ONT ETE DEPOSES, DES ETUDES ONT ETE FAITES. IL FAUT CONTINUER DANS CE DOMAINE A RENDRE LE CADRE_DE_VIE DES ENTREPRISES MIEUX PERCU, MIEUX ACCEPTE PAR CEUX QUI Y TRAVAILLENT EN FRANCE. ET PUIS, J'AI DEUX AUTRES GRANDS SUJETS QUE JE ME RESERVE ET QUI POURRAIENT PEUT-ETRE ALIMENTER ET ANIMER L'ANNEE 1980.

- J.- P. ELKABBACH.- A CE MOMENT-LA, LA MAJORITE VOUS SOUTIENDRA, VOUS APPUIERA SI VOUS AVEZ BESOIN D'ELLE ?

- LE PRESIDENT.- JE VOUS AI DIT TOUT A L'HEURE QUE LA MAJORITE PARLEMENTAIRE N'AVAIT JAMAIS FAIT DEFAUT JUSQU'ICI ET QUE JE N'AI AUCUNE RAISON DE LA SOUPCONNER DE NE PAS VOULOIR SOUTENIR CES PROJETS

- \

J.- P. ELKABBACH.- MONSIEUR LE PRESIDENT, VOUS PARLEZ AUX FRANCAIS, VOUS NOUS PARLEZ DEPUIS UNE HEURE. ON A LE SENTIMENT QUE VOUS CHERCHEZ A DEDRAMATISER OU A DEPASSIONNER LE DEBAT POLITIQUE ALORS QUE CERTAINS PENSENT, ET NE REVENT QUE DE BATAILLES ET DE TEMPETES. ALORS, EST-CE QUE C'EST PAR ANALYSE POLITIQUE, EST-CE QUE C'EST PAR TEMPERAMENT, EST-CE QUE C'EST PAR FONCTION ?

- LE PRESIDENT.- NON. JE VOUS DIRAI QUE CE N'EST PAS PAR TEMPERAMENT. VOUS POUVEZ ME JUGER, ME RENCONTRER, CE N'EST PAS MON CARACTERE & JE NE SUIS PAS TELLEMENT UN CALME. C'EST PAR UN CHOIX POLITIQUE, UN CHOIX POLITIQUE RAISONNE. SI LA FRANCE AVAIT EU UN CHEF_D_ETAT AGITE AU-COURS DES DERNIERES ANNEES, QU'EST-CE QUI SE SERAIT PASSE ? D'ABORD, A L'HEURE ACTUELLE, L'OPPOSITION SERAIT AU POUVOIR PARCE QUE SI LA FRANCE AVAIT EU UN CHEF_D_ETAT AGITE IL AURAIT ECOUTE LES CONSEILS QU'ON LUI A DONNES EN 1975, 1976, 1977 DE DISSOUDRE L'ASSEMBLEE_NATIONALE, CE QUI EUT ETE UN GESTE

D'AGITATION ET TOUS LES HISTORIENS POLITIQUES FONT APPARAÎTRE QUE SI J'AVAIS ÉCOUTÉ CES CONSEILS ET SI J'AVAIS DISSOUS L'ASSEMBLÉE NATIONALE EN 1976 'ANNÉE', L'OPPOSITION ÉTAIT SÛRE DE GAGNER CAR JAMAIS VOUS N'AURIEZ FAIT COMPRENDRE À L'OPINION FRANÇAISE QU'IL FALLAIT QU'ELLE REPRENNE LA MÊME MAJORITÉ. ELLE EN AURAIT ÉLU UNE AUTRE

- \

'RÉPONSE'

- ENSUITE, S'IL Y AVAIT EU UN CHEF_D_ETAT AGITÉ EN FRANCE, À L'HEURE ACTUELLE, AVEC LA GRAVITÉ DES PROBLÈMES ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX QUE NOUS AVONS, IL N'Y AURAIT PAS EU UN MAI SOCIAL 1968. JE VOUS ASSURE QU'IL A FALLU BEAUCOUP DE DOIGTÉ, BEAUCOUP D'ATTENTION PENDANT CET HIVER, AU MOMENT DES TENSIONS LES PLUS EXTREMES, POUR ÉVITER QUE LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE NE SE DÉCHIRE, ET SI ELLE COMMENÇAIT À SE DÉCHIRER DANS LA VIOLENCE, JUSQU'OU LA VIOLENCE POUVAIT-ELLE ALLER ?

- M. ELKABBACH - VOUS L'AVEZ CRAINT ?

- LE PRÉSIDENT - JE NE L'AI PAS CRAINT PARCE QUE JE CROIS QU'À TOUT MOMENT ON A ÉTÉ TRÈS CONSCIENT ET, D'AILLEURS, NOUS AVONS TROUVÉ DANS LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE, DANS LES PARTIS POLITIQUES, PARMI LES SYNDICATS, DES HOMMES TOUT À FAIT CONSCIENTS DE LA NÉCESSITÉ D'ÉVITER DE DURCIR L'AFFRONTMENT ENTRE LES FRANÇAIS.

- ENFIN, UN CHEF_D_ETAT FRANÇAIS AGITÉ N'AURAIT GAGNÉ NI L'ESTIME, NI LA CONSIDÉRATION DE CEUX QUI SONT SES GRANDS INTERLOCUTEURS DANS LES AFFAIRES INTERNATIONALES ET SI LA FRANCE VEUT ÊTRE PRÉSENTE, COMME ELLE L'EST, AU PREMIER RANG, DANS LES AFFAIRES INTERNATIONALES, IL FAUT QUE CELUI QUI LA REPRÉSENTE APPARAÎSSE COMME CALME, COMME RÉFLÉCHI ET COMME APPORTANT AUX RELATIONS INTERNATIONALES PRÉCISÉMENT UN CERTAIN SENS DE LA MESURE ET DE LA SÉRÉNITÉ.

- M. ELKABBACH - CE PREMIER RENDEZ-VOUS, MONSIEUR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, EST TERMINÉ. NOUS VOUS REMERCIONS. BONSOIR \